THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

ECONEWS

The Chambers' Newsletter Numéro 68 Mai 2017

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Publication «CCIA-BML»

De l'abime nait l'espoir

Mohamed Choucair

L'optimisme serait de mauvais aloi. Les dossiers exposés au grand jour dans la séance parlementaire du 6 et 7 avril diffusée aux quatre coins du monde ont fait rougir les murs de cet honorable édifice habitué à la discrétion et aux propos feutrés. Mais il y a quelque chose de changé au pays de cocagne. On a toléré tous les excès dans une économie inébranlable et une société ayant subi une guerre intestine de 15 ans et pour qui tout vaut mieux que le retour à la malédiction du combat fratricide.

L'économie a atteint ses limites, la société civile le désespoir, et les députés face au défi qui se matérialise semblent pris de remords. Au niveau de l'hémicycle, accuser l'autre, c'est s'accuser soi-même ; si l'on n'a pas profité de la combine, on l'a tolérée et l'on est donc aussi fautif. On peut ignorer la loi mais nul n'est censé ignorer la corruption quand il partage le pouvoir de décision et jouit du droit de contrôler l'administration.

Le déballage parlementaire a au moins le mérite de reconnaitre une situation, quelques soient ses raisons, déplorable. Il n'aurait pas eu lieu s'il n'était assorti d'une volonté, mue par la nécessité de remonter la pente. Désormais la société civile est gardienne du redressement. C'est

▶▶

p5. Disparités de revenus : le Liban parmi les pays les plus inégalitaires

p7. Les chances d'une relance

p11. Sophie Henry : La médiation et l'arbitrage sont deux outils complémentaires

p13. Le Centre de rééducation Laetitia Hatem, une histoire de courage

p18. Chambre de Commerce Franco-Libanaise

p21. BIFEX 2017

p23. Balamand University: cooperation with the Chamber of Tripoli and North Lebanon

p26. Minister of Economy & Trade Raed Khoury at Saida Chamber

p29. Arab - Chinese Business Meeting at the Union of Arab Chambers

L'index page 2

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs ; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d' ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

à elle d'ailleurs qu'on doit ce renouveau, dont la dégradation est venue prouver la nécessité. Les organisations économiques font partie de cette société et ne manqueraient pas de vigilance sur les dossiers chauds, urgents, qui sont nombreux : Loi électorale – unité nationale – déplacés – chômage – retraite – pauvreté – corruption – justice – salaires – pression fiscale – pétrole et gaz – électricité – déchets, propriétés maritimes de l'État.

Pour nous tirer d'affaire il faut progresser sur chacun de ces dossiers jusqu'à son accomplissement dans un délai raisonnable ; et surtout il faut connaitre et respecter les priorités , la première étant la loi électorale. C'est la priorité absolue : si l'on réussit les élections, tous les espoirs sont permis ; sinon c'est la fin du miracle libanais.

Début Mai 2 000 libanais, principaux chefs de file de la Diaspora, seront au Liban les hôtes du ministère des Affaires étrangères. Le succès ou l'échec de ce congrès dépendent de la mise en route ou pas d'un programme de relance. Si ce groupe retrouve un intérêt réel dans le pays, le Liban économique prendrait une dimension que nous ne soupçonnons même pas. Le Liban ne dilapide pas en ce moment seulement son actif matériel, il risque de passer à côté d'une richesse incorporelle dont la promesse dépasse de loin ses réserves d'hydrocarbures.

Souhaitons que le discours du Parlement soit le préambule à une prise de conscience qui commence par la mise en place d'une loi électorale, non qui satisfasse tout le monde, ce qui est clairement impossible, mais qui force tout ce monde à s'incliner devant les réalités du terrain. Le Président de la République a utilisé pour la première fois ses prérogatives d'imposer une vacance parlementaire, pour un mois, afin de focaliser toute l'attention sur la loi électorale.

C'est seulement dans ces conditions que l'on peut affronter les problèmes majeurs qui nous ont ouvert les portes de l'abîme.

INDEX

En français

p3. Actu du mois
p5. Disparités de revenus : le Liban parmi les pays les plus inégalitaires à l'échelle mondiale
p7. Les chances d'une relance
p9. Alain Bifani: C'est normal que le citoyen se plaigne
p11. Sophie Henry : La médiation et l'arbitrage sont deux outils complémentaires
p17. L'impact économique de la décentralisation
p13. Derrière le Centre de rééducation Laetitia Hatem, une histoire de courage inaliénable
p15. HEC à la Chambre de Beyrouth et du Mt-Liban
p18. Chambre de Commerce Franco-Libanaise

In English

p21. BIFEX 2017
p23. Balamand University to revive protocol of cooperation with the Chamber of Tripoli and North Lebanon
p25. President of Saida Chamber headed the Lebanese delegation the Union of Arab chambers' meeting
p25. " Enhance the livelihoods and food security of rural women dairy processors" closing ceremony
p26. Minister of Economy & Trade Raed Khoury at Saida Chamber
p27. Potatoes imports at the desk of the Ministry of Agriculture
p28. Meeting of the Lebanese-Egyptian Business Council in Cairo
p29. Arab - Chinese Business Meeting at the Union of Arab Chambers
p31. Lebanon in Figures
p32. Trade between Lebanon and Saudi Arabia
p33. Upcoming Trainings
p36. Business Opportunities
p37. Conferences
p37. Exhibitions

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Actu du mois

Inauguration du premier forum libano-bulgare

La Chambre de commerce de Beyrouth du Mont-Liban a accueilli le 5 avril dernier le premier forum libano-bulgare visant au développement des relations économiques bilatérales entre les entreprises des deux pays. Cette rencontre avait aussi pour ambition de tirer parti des possibilités de création de partenariats d'affaires entre les secteurs privés des deux pays dans divers domaines et d'accroître le commerce. Étaient notamment présents autour du président de la CCIA BML, Mohamed Choucair, le président du Conseil d'affaires libano-bulgare, Ahmad Muhyiddin Aladdin, la chargée d'affaires à l'ambassade du Liban en Bulgarie, Susan Muzzy, l'ancien ministre libanais de l'Industrie, Vreij Sabounjian et de nombreuses personnalités du monde des affaires.

Journée d'orientation des écoles à la chambre de Beyrouth

La chambre de commerce de Beyrouth et de Mont- Liban a accueilli le 10 avril dernier un groupe d'étudiants du Collège protestant français (CPF). Ces derniers ont pu visiter ses différents départements et découvrir un panel d'emplois associés aux nombreuses activités de la Chambre. L'objectif de cette visite était de contribuer à l'orientation des jeunes libanais vers les opportunités du marché du travail et des carrières futures.

Lamia Moubayed Bissat reçoit la Légion d'honneur

L'ambassadeur de France, Emmanuel Bonne, a remis à la directrice de l'Institut des finances Basil Fuleihan, Lamia Moubayed Bissat, les insignes de chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur. La cérémonie a eu lieu à la Résidence des Pins à Beyrouth le 9 avril dernier en présence des proches de Lamia Bissat et de plusieurs personnalités dont le député Ahmad Fatfat, l'ancienne députée Nayla Moawad et Mona Hraoui, l'épouse de l'ancien président de la République Elias Hraoui. À cette occasion, Emmanuel Bonne a salué le parcours «remarquable» de Lamia Bissat durant toutes ces années d'engagement au service de l'État. «Servir l'État, c'est servir une certaine vision de la société. C'est cela que vous avez mis en œuvre», a-t-il déclaré. Lamia Moubayed Bissat a de son côté tenu à saluer le travail de toute l'équipe de l'Institut des finances, «soudée par des valeurs communes». La directrice de l'Institut Basil Fuleihan a en outre souligné la nécessité de préserver le Liban contre tout «mépris» qui «mettrait en péril la stabilité du pays». Elle a par ailleurs loué les relations entre l'Institut des finances, le Liban, la France et les autres partenaires de «révolutions pacifiques qui créent des liens et décloisonnent les institutions». «Il faut avoir le courage nécessaire pour oser l'État», a-t-elle conclu.

À Tyr, l'ambassadeur de France inaugure la maison des pêcheurs et le nouveau port

L'ambassadeur de France au Liban, Emmanuel Bonne, a effectué mercredi 12 avril un déplacement dans la ville de Tyr où il a rencontré plusieurs personnalités et acteurs de la vie locale. À cette occasion, il a inauguré la maison des pêcheurs et l'ancien port réhabilités grâce à un financement de l'Agence française de développement (AFD), en présence du président du Conseil de développement et de reconstruction, du maire de Tyr ainsi que des représentants des ministres de la Culture et des Travaux publics. Emmanuel Bonne s'est ensuite rendu au centre de santé primaire de l'association Amel dont la réhabilitation a également été financée par l'AFD.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Actu du mois

Air Armenia inaugure un vol Beyrouth-Yerevan

Air Armenia a célébré le 10 avril le lancement de sa nouvelle ligne aérienne reliant Beyrouth à Yerevan, la capitale d'Arménie, avec l'arrivée de son premier vol sur le tarmac de l'aéroport de Beyrouth. Au total, la compagnie assurera 89 vols entre les deux villes d'ici à la fin de l'année, avec un nombre de rotations plus élevé pendant la saison estivale (juillet à septembre). Le prix d'un aller-retour se situe dans une fourchette comprise entre 380 et 580 dollars, selon Air Armenia. Sur ce créneau, la compagnie arménienne concurrence la Middle East Airlines qui assure la liaison entre les deux pays depuis trois ans.

Jad Tabet à la tête de l'Ordre des ingénieurs et des architectes de Beyrouth

Avec 21 voix d'avance sur son plus proche concurrent, Jad Tabet a été élu président de l'Ordre des ingénieurs et des architectes de Beyrouth. Ce candidat indépendant était soutenu par Naqabati, un mouvement proche de Beyrouth Madinati. Son programme reposait sur une volonté de «redonner du souffle» à un syndicat professionnel qui se contente depuis plusieurs années d'assurer les services de mutuelle à ses membres. Beyrouth Madinati a salué la victoire de son poulain, la qualifiant même d'«historique». L'élection d'une personnalité non affiliée à un parti politique est une première depuis 1975. Formé à l'Université américaine de Beyrouth (AUB), Jad Tabet dirige depuis 1992, avec son frère Sami Tabet, un cabinet d'architecture et d'urbanisme à Paris. Son père, Antoine Tabet, a été le deuxième président de l'Ordre et l'un de ses fondateurs.

Roger Nasnas à la tête du Rassemblement des CES arabes

Roger Nasnas, président du Conseil économique et social (CES) libanais, a été élu à l'unanimité à la tête du rassemblement des CES arabes par les pays membres, selon un communiqué de l'organisme libanais. La nouvelle direction assure s'être engagée à «œuvrer pour la création d'un CES dans tous les pays arabes qui n'en disposent pas» et à «établir une coopération avec les autres rassemblements de CES régionaux et internationaux».

Raymond Audi quitte la présidence du conseil d'administration de la banque Audi

Samir Hanna prend les rênes du conseil d'administration de Bank Audi, un groupe dont il était déjà le PDG depuis 1986. Il remplace à ce poste le fondateur de la banque, Raymond Audi, 84 ans, qui demeure toutefois président honorifique du groupe, première banque du Liban.

ECONEWS
The Chambers Newsletter

PUBLICITÉ **Information Tarifs**

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	21cm L x 30cm H	$ 1,000
Demi-page	21cm L x 14.5cm H	$ 600
Quart de page	9cm L x 14.5cm H	$ 400
Manchette bas de page	19cm L x 6cm H	$ 250

Diffusion: 22 000 destinataires: chambres de commerce des pays méditerranéens, ambassades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.

Website: www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb

Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.111/ 266

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Disparités de revenus : le Liban parmi les pays les plus inégalitaires à l'échelle mondiale

Bachir el Khoury

Selon une étude élaborée par le ministère des Finances et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), les revenus des 2% les plus riches au Liban équivalent à ceux des 60% les moins nantis. En parallèle, 57% des personnes actives dans le secteur privé gagnent moins de 10 000 dollars par an, révèle le rapport.

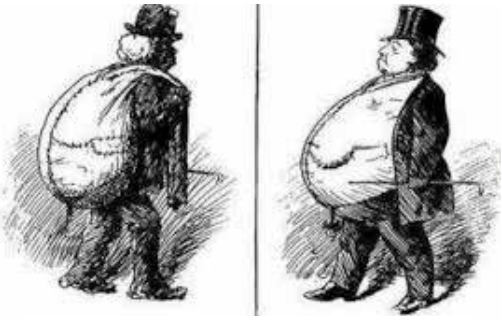
La répartition des revenus au Liban est très inégale, selon une étude réalisée par le ministère des Finances et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Intitulée «Assessing Labor Income Inequality in Lebanon's Private Sector», l'étude, qui se base sur les données fiscales d'un demi million de salariés et de travailleurs indépendants dans le secteur privé, révèle que les 2% les plus riches représentent un niveau de revenu comparable à celui des 60% les moins nantis. En effet, le premier groupe pèse à hauteur de 17% du revenu cumulé, contre 22% pour le second. Il en résulte un coefficient Gini de 50,7, classant le pays au 129e rang sur 141 pays en termes de répartition égalitaire du revenu.

Par ailleurs, l'étude révèle que 57% des Libanais ont un revenu annuel inférieur à 10 000 dollars, soit 833 dollars par mois, dont 10,6% perçoivent moins de 4 000 dollars par an ou 333 dollars par mois. Ces deux catégories représentent près du quart de l'ensemble des revenus déclarés (22,4%). À l'autre extrémité de la fourchette, les deux segments les plus aisés - au revenu supérieur à 40 000 et 80 000 dollars par an, respectivement - représentent ensemble 6,3% des employés et travailleurs indépendants du secteur privé, tandis que leurs revenus cumulés pèsent à hauteur de 31,7% du montant global des rémunérations. La catégorie la plus riche parmi ces derniers, au revenu supérieur à 6 666,7 dollars par mois, représente 1,4% des personnes actives et compte à elle seule pour 14% du total des rétributions déclarées.

Autre indicateur des inégalités : le fossé entre les salaires moyens au sein de chacune des tranches extrêmes. Au bas de l'échelle, celui-ci s'élève à près de 2 000 dollars par an, contre un revenu annuel moyen de 147 000 dollars pour la catégorie la plus riche, soit 77 fois le revenu le plus faible.

Inégalité des revenus après impôt

Si les inégalités sont largement marquées au niveau du revenu primaire, la correction reste très faible après déduction des impôts, révélant l'absence ou la faiblesse du rôle redistributeur de l'État libanais. L'impôt sur le revenu des particuliers est pourtant, noir sur blanc, de nature progressive au Liban, note l'étude ; il est ainsi proche de zéro pour les revenus annuels inférieurs à 10 000 dollars et d'environ 15,4% pour les revenus supérieurs à 80 000 dollars. Mais en dépit de son caractère progressif, celui-ci ne contribue que légèrement à réduire l'écart entre les revenus. Cela est essentiellement dû, d'après le document du ministère des Finances et du PNUD, à la taille de l'économie informelle, le niveau des sous-déclarations et les nombreuses exemptions ou abattements définis par la fiscalité libanaise, notamment ceux qui sont propres aux impôts directs. Preuve du poids de ces facteurs sous-jacents, les recettes totales provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers ne représentaient que 0,8% du PIB en 2014, soit moins que la plupart des pays de la région MENA sélectionnés par l'étude. Celui-ci s'élève, à titre comparatif, à 4,6% en Tunisie, 3,8% au Maroc et 1,6% en Égypte.



«77» de multiplicateur entre le revenu moyen des moins nantis et celui des plus riches.

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Qualité de gouvernance et inégalités

Par ailleurs, l'étude met l'accent sur la corrélation entre la qualité institutionnelle ou la bonne gouvernance et l'égalité des revenus. Elle rappelle à cet effet que dans les pays à revenu élevé, les coefficients de corrélation sont largement positifs entre le coefficient Gini d'une part, et certains paramètres tels que le temps nécessaire pour démarrer une entreprise (coefficient de corrélation de 0,51), le classement général des entreprises (0,47) et le score pour une exécution adéquate des contrats (0,43). La corrélation est également robuste entre le coefficient Gini et la taille de l'économie sous-terraine (0,55), ce qui indique que l'emploi informel élevé exacerbe les inégalités de revenu.

> AVEC UN COEFFICIENT GINI DE 50.7% LE PAYS DU CÈDRE ARRIVE AU 129e RANG SUR 141 PAYS EN TERMES DE RÉPARTITION ÉGALITAIRE DU REVENU

Appliquée au Liban, cette corrélation expliquerait dans une assez large mesure le niveau élevé des disparités, souligne le rapport. En effet, le pays du Cèdre occupait en 2014 le 111e rang parmi 189 pays en termes de facilité de faire des affaires («Ease of doing business»), un indice élaboré par la Banque mondiale, alors que l'emploi informel était estimé à 50%. Quant à l'indice de perception de la corruption, le pays arrivait au 136e rang parmi 174 pays.

Niveau d'éducation, disparités régionales et convergence des revenus

Autre variable à l'influence non négligeable sur la divergence des revenus au sein d'une société : le niveau de productivité et de compétence de la main-d'œuvre, lesquels dépendent du niveau d'éducation et de formation professionnelle. L'étude rappelle à cet effet que les pays à la main-d'œuvre qualifiée et au taux de scolarisation élevé ont tendance à enregistrer un plus faible niveau d'inégalité en termes de revenu. Or au Liban, le taux d'enrôlement dans l'enseignement secondaire s'élevait à 68% en 2014, comparé à une moyenne de 75% pour l'ensemble des pays inclus dans l'étude. Ce résultat est d'autant plus atypique dans le cas libanais, soulignent les auteurs de l'étude, que le PIB par habitant s'élevait en 2014 à 11 067 dollars, contre une valeur médiane de 3 670 dollars parmi les 76 pays examinés dans le rapport. Or le taux de scolarisation dans le cycle secondaire s'élève à 95% pour les pays où le PIB/habitant est supérieur à cette moyenne référentielle et à 55% pour les pays en dessous...

Par ailleurs, les disparités régionales - urbain/rural mais aussi urbain/urbain et rural/rural - au sein d'un pays sont également responsables des inégalités de revenu, souligne le rapport, qui fait référence à la littérature économétrique établissant une relation directe et positive entre le taux d'urbanisation et les inégalités. Faute de statistiques récentes sur la répartition régionale des revenus au Liban, l'étude a eu recours aux données d'une étude de 2008 se basant sur «l'enquête nationale sur les ménages» élaborée en 2004 par le ministère des Affaires sociales et le PNUD et révélant l'existence d'importantes disparités régionales en termes de pauvreté. Bien que les conclusions de cette étude soient désormais périmées, «il est juste de supposer qu'à l'ombre de l'absence de politiques de développement spécifiques à chaque région, les inégalités régionales soient demeurées pratiquement inchangées avec même une probabilité de creusement depuis 2011, en raison de l'effet du conflit syrien et de la concentration des réfugiés dans les zones les plus pauvres».

> SI LES INÉGALITÉS SONT LARGEMENT MARQUÉES AU NIVEAU DU REVENU PRIMAIRE, LA CORRECTION RESTE TRÈS FAIBLE APRÈS DÉDUCTION DES IMPÔTS

L'étude s'attaque enfin à un dernier paramètre justifiant la faible équité sociale au Liban en termes de revenus : la parité de genre. Elle rappelle à cet égard l'existence d'une corrélation négative entre l'égalité des revenus et la participation de la main-d'œuvre féminine à la population active (-0,31). Dans le cas spécifique du Liban, le taux de participation des femmes s'élevait à 24% en 2014, contre 44% à l'échelle mondiale, selon le rapport qui indique, en parallèle, que le ratio du taux de scolarisation filles/garçons dans les cycles primaire et secondaire s'élevait à 0,9546 il y a trois ans, comparé à une médiane mondiale de 0,99, plaçant ainsi le Liban à la 142e place sur 177 pays.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Les chances d'une relance *Suite*

Roger Khayat

Le discours sur la crise est omniprésent, celui de la relance totalement absent. Il y a des réclamations certes à partir de secteurs en déclin, ou de groupes sociaux en difficulté. Il y a aussi quelques propositions réfutées, à tort ou à raison, aussitôt exprimées. Quid d'une reprise économique ?

Dans la première partie on a constaté le rôle déterminant du budget de l'État dans la conduite de l'économie, même en économie de marché. L'affectation de taxes à des emplois déterminés a miné la rationalité des dépenses; la pression fiscale au Liban est bien au-delà des déclarations officielles et dépasse allégrement les 30% ; à ce niveau toute imposition supplémentaire risque de réduire plus que proportionnellement la matière imposable et creuser encore plus le déficit ; enfin la dette publique doit être gérée, comme l'estime la Banque Mondiale, par une administration appropriée.

II La demande globale et le défi du marché

L'histoire moderne du Liban s'inscrit entre le spectre de l'inflation et le poids de la déflation. Le pouvoir d'achat du libanais a connu une détérioration profonde durant la guerre civile et provoqué l'exode des jeunes qui ne trouvaient plus de premier emploi au Liban ou dont l'emploi ne permettait plus une vie décente. En l'absence de demande significative de travail les salaires ne suivaient plus l'inflation, loin de là, les tarifs des carrières libérales non plus. Au Liban qui était déjà un pays d'importation, les prix prenaient l'ascenseur.

L'hyperinflation

Le principal responsable de l'inflation de la seconde moitié des années 80 fut l'argent de la guerre. Les belligérants dépensaient un argent qu'ils n'avaient gagné dans aucune activité économique ; les parents qui avaient perdu leur emploi recevaient l'aide de leurs fils à l'étranger, d'autres liquidaient leurs propriétés pour survivre, enfin l'aide que recevaient certaines communautés se traduisait également par l'inflation.

Comment vivaient les libanais? Ceux qui fréquentaient le supermarché du quartier devaient désormais se contenter de deux petits paquets et regardaient avec envie les fonctionnaires d'une ambassade remplir comme jadis leurs charriots. La rémunération en livres libanaises ou en dollars donnait désormais des revenus très différents. Le généraliste a doublé puis triplé le tarif de sa consultation, il n'avait plus les moyens de s'acheter un costume décent. Le coiffeur qui déplorait au début que son tarif en livres tombait au-dessous de dix dollars, a fini par l'avoir en-dessous d'un dollar ; il a fermé boutique et prit le chemin de l'Arabie.

La fin de la guerre, et la demande de travail des entreprises qui reprenaient l'activité, a accéléré un premier temps l'inflation. L'accession au pouvoir de l'ancien PM Rafic Hariri a produit un choc salutaire qui a stabilisé un premier temps la livre. N'empêche que quelque mois plus tard un mouvement spéculatif devait la propulser à 2,400 livres le dollar. La réaction ferme du gouvernement et de la banque centrale devaient contrer le mouvement et ramener le cours à 1,500 livres soit en deçà de sa parité avant la hausse à 1,600 livres.

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

L'interminable déflation

Paris I on n'en parle jamais. Les pays donateurs réunis à Paris pour participer au financement de la reconstruction n'avaient pas atteint le milliard de dollars assorti de conditions draconiennes que le Liban ne pouvait apparemment appliquer. Il a fallu attendre 2002 pour que la Conférence de Paris II accorde au Liban 4,4 milliards de dollars. Entretemps le gouvernement libanais avait découvert le potentiel de financement du Liban. Il suffisait d'offrir aux banques un taux d'intérêt rémunérateur. La banque centrale devait organiser cet échange en évitant une résurgence de l'inflation. Une première conséquence fut le « crowding out » ; l'endettement de l'État à taux élevé devait décourager le crédit commercial. La banque centrale devait partiellement compenser par le crédit assisté aux secteurs de production qu'elle estimait importants au développement du Liban.

La pratique des intérêts élevés, et la déflation seraient durant toute la période et à ce jour la garantie de stabilité de la livre, malgré l'usage inconsidéré de l'endettement public. Une parenthèse eut lieu dans les années 2008 à 2011 à la faveur de la reconstruction soutenue par le financement de Paris III réunit au début de 2007. L'embellie s'est estompée en 2011 ruinée par le recul de l'activité touristique et la carence des secteurs de production à suppléer même partiellement. La banque centrale devait soutenir la demande globale en favorisant le crédit à la consommation durable et en développant de nouveaux instruments pour aider les secteurs de production, notamment la circulaire 331 qui encourage la prise de participation des plateformes financières et étend le domaine du crédit assisté à la petite et moyenne entreprise.

En 2015, face à la détérioration rapide des affaires et des faillites en chaine, la BDL édictait la circulaire 135 pour essayer par le report de leurs dettes de sauvegarder les entreprises menacées mais viables.

En 2016, l'ingénierie financière tentait de corriger un dérapage macro-économique. Nous ne mesurons pas encore toutes ses conséquences.

Eclairage sur la défaillance de la demande

La conjoncture politique a souvent accéléré, et parfois retardé, le développement de la crise. Elle fait partie intégrante des facteurs dopant ou inhibant l'activité économique ; mais croire qu'une évolution favorable ou défavorable de la situation politique est suffisante pour déterminer le trend de l'activité économique est une fiction. En fait l'action politique et/ou sécuritaire se répercute le plus souvent par la confiance qu'elle inspire ou non – anticipations – et se traduit d'abord par une variation de la demande globale.

Les gouvernements qui se sont succédés n'ont pas suffisamment apprécié l'effet de la demande, ni l'impact des politiques publiques sur la demande. Le monde des affaires – *the vital few* – non plus; beaucoup ont cru que l'effet se limite à majorer le prix de revient de 1 ou 2% ; en fait il va beaucoup plus loin.

D'après Wicksell «Intérêts et prix», si les taux d'intérêt réels sont maintenus durablement au-dessus du prix du marché, la déflation est inévitable, et la baisse des prix prélude le collapse de l'économie; et réciproquement. Il faut dire que depuis les années 70, et le développement des outils financiers, la crise se manifeste souvent par une stagflation, une décélération de l'activité, sans baisse des prix nominaux.

Le financement de l'Etat et la stabilité de la livre, 20 ans durant, tient du miracle. La situation présente en est le prix. Nombre d'économistes ont prévu ces développements depuis les années 90, ils n'ont pas eu voix au chapitre, espérons que ceux qui auraient une solution aujourd'hui seraient mieux écoutés.

Sortir des taux administrés est devenu impossible. La demande globale ne peut désormais servir de locomotive à la production, à l'investissement et à l'emploi. Elle peut tout juste accompagner un mouvement beaucoup plus profond, un cercle vertueux, qui repose essentiellement sur la « productivité globale des facteurs».

Prochain article

Les facteurs de la relance cinq groupes sont en interaction :

I - le premier, relatif au Budget et à la dette, se trouve dans le giron de l'État ;

II - le second concerne la demande globale ;

III -le troisième se rapporte au compte extérieur ;

IV - le quatrième enregistre la production nationale ; et

V - le cinquième révèle la santé ou la croissance de l'économie et son impact sur le bien-être des citoyens

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Alain Bifani : C'est normal que le citoyen se plaigne, l'État doit faire un gros effort sur la dépense autant que sur la recette, ce qui n'est pas encore le cas

Marilyne Jallad

Le directeur général du ministère des Finances revient pour Econews sur les enjeux fiscaux et légaux de l'adoption d'un budget par le gouvernement après 12 ans de vide. Alain Bifani se penche aussi sur les réglementations internationales auxquelles le Liban se plie déjà pour davantage de transparence.

Alain Bifani.

Le 27 mars dernier, le gouvernement libanais a approuvé à l'unanimité le premier budget de l'État depuis 2005. Quelles en sont les grandes lignes ?

Le gouvernement est en train de remettre en voie un processus qui a été suspendu il y a très longtemps. Le premier intérêt de ce budget est donc d'exister. Ce texte répercute les politiques publiques de ces dernières années, à savoir les augmentations dans les postes de salaires et de traitements notamment pour l'armée et l'éducation. Ce budget prend également acte du fait que le service de la dette continue d'augmenter mécaniquement, malgré l'excellente gestion du portefeuille de la dette par le ministère des Finances. Il introduit aussi un certain nombre de mesures fiscales destinées entre autres à compenser les charges supplémentaires enregistrées ces dernières années et à réorienter partiellement la fiscalité dans son impact vis-à-vis de l'économie. D'autres points importants de ce budget sont l'augmentation des dépenses d'investissement et une progression des dépenses sociales. Le budget représente un déficit moyen de 9% du PIB, ce qui est très élevé, mais il pave la voie à plus de réformes budgétaires.

Le gouvernement a promis de faire de la lutte contre la corruption une de ses priorités. L'adoption par les députés d'une loi sur l'accès à l'information, qui somme les administrations de rendre publique leur activité est un grand pas vers davantage de transparence.

En ce qui me concerne, cela fait 17 ans que je le répète. Il est capital de lutter contre la corruption qui gangrène le système, du fait des répercussions énormes sur les finances publiques, mais aussi du fait de son impact excessivement négatif sur notre économie à long terme. Je ne peux donc que me réjouir de cette déclaration. Cependant, elle doit être suivie de mesures pratiques. Concernant la loi sur l'accès à l'information, c'est évidemment un pas en avant mais cette évolution à elle seule ne suffira pas à changer la situation. Voter une loi pour pénaliser la corruption ne devrait même pas être nécessaire car la corruption est pénalisée par définition. Idem pour l'information qui devrait être transparente. Mais évidemment, si ces textes simplifient les choses et ramènent les institutions à un fonctionnement normal, il n'y a pas de mal à les adopter. La lutte contre la corruption doit surtout se faire à tous les niveaux du système.

Un grand nombre de citoyens subissent de plein fouet la crise économique et refusent que l'État les taxe davantage en l'absence de l'existence du minimum d'infrastructures basiques. Que leur répondez-vous?

Ce refus est tout à fait justifié. Cependant nous démarrons d'un point où nous avons énormément de dépenses publiques inefficientes et le citoyen ne voit pas nécessairement le résultat des efforts auxquels il consent. D'une part, il est normal que le citoyen se plaigne, et d'autre part il est évident que l'État doit faire un effort énorme sur la dépense autant que sur la recette, ce qui n'est pas encore le cas. Troisièmement, il est certain que ces recettes vont permettre pendant un moment de stabiliser la détérioration en attendant que l'État puisse délivrer ce qui est attendu depuis longtemps en termes d'in-

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

frastructures et de filets sociaux. Cela se fera progressivement. Il ne suffit pas de dire : nous ne sommes pas contents parce qu'en réalité, dans une démocratie ce sont les représentants du peuple qui votent le budget. Il faut être conscient du fait qu'on ne peut pas demander une augmentation des dépenses à tout moment et se dire qu'en même temps il n'y aura pas de hausse de la ponction fiscale. Sans cela, il y aura une augmentation de la dette, qui est une charge comme une autre. Par ailleurs, certains impôts comme l'imposition des plus-values immobilières visent des gens qui n'ont jamais été assujettis à l'impôt. Cela est une bonne nouvelle pour les citoyens qui paient des impôts. Dès lors lorsqu'il y a une grogne, il est bon qu'elle soit bien orientée là où il faut. Dans l'exemple des plus-values immobilières, ceux qui payent l'impôt ne peuvent pas dire que cela vient en sus de leurs charges, et ceux qui n'ont jamais payé d'impôt contribueront comme n'importe qui d'autre, ce qui introduit plus d'équité dans le système.

Comment se comportera le Liban face à toutes les règlementations fiscales internationales qui touchent le monde ?

Il y a d'abord les règlementations qui touchent le monde entier, plus particulièrement celles concernant la transparence fiscale et la lutte contre l'évasion fiscale. À cet égard, nous avons jusqu'à présent accomplis énormément de choses et avons beaucoup avancé en termes de législation et d'exécution. Nous sommes d'ailleurs attendus en juin prochain au Panama pour un examen rapide (« fast track») de la situation libanaise. D'ici là le ministre des Finances doit signer la convention multilatérale d'échanges automatiques d'informations (MCAA). Un autre défi réside au niveau de l'évolution du comportement bancaire en termes de de-risking (éviter les marchés à risques potentiels). Sur ce plan, le Liban réagit à travers ses institutions financières, l'administration financière et la Banque du Liban de manière à permettre à l'économie de rester connectée au reste du monde. Il y a aussi la question des réglementations propre à notre pays, avec la loi HIFPA (Hezbollah International Financing Prevention Act) vis-à-vis de laquelle nous avons eu une gestion tout à fait bonne et souple. Le Liban courait le risque d'être confronté à un phénomène de de-risking local, les institutions financières libanaises pouvant s'éloigner de certains de leurs clients. Il n'est un secret pour personne qu'il se peut qu'il y ait une nouvelle législation sur le même sujet, mais le Liban saura faire face de manière responsable.

Lors d'une conférence sur les enjeux actuels de la finance internationale à la Faculté des Sciences économiques à l'USJ, vous avez déclaré : «Le Liban est dans une structure qui pénalise le travail au profit du capital». Que voulez-vous dire ?

La structure en question n'a pas encore changé. Nous pouvons aborder ce point de diverses manières mais comme nous parlons fiscalité, prenons le cas de la fiscalité des dividendes qui sont taxés à 10% alors que les intérêts perçus d'un compte bancaire le sont à 5%. Un second exemple est que celui qui investit dans une société, qui crée de la valeur et de l'emploi et qui fait tourner l'économie, est imposé à 15% sur son revenu puis à 10% sur la distribution de ses profits, alors que celui qui achète et qui vend des biens-fonds immobiliers n'est pas imposé du tout. Ce sont deux exemples clairs de la manière dont le système pénalise l'investissement et le travail vis-à-vis de la rente.

Vous aviez aussi proposé des solutions en appelant notamment « à une forte concertation entre l'État et le secteur financier pour réorienter l'épargne vers les secteurs productifs et une réforme fiscale plus favorable au travail ». Où en sommes-nous de ces propositions ?

Je crois que cela est plus que jamais d'actualité. La réalité est que lorsque l'économie fonctionne hors des secteurs productifs, comme on l'a vu jusqu'à maintenant, elle devient une machine à produire de la dette et plus de problèmes au fur et à mesure que le temps passe. Lorsqu'on a tout essayé, c'est-à-dire la sortie de crise de plusieurs manières différentes, et que rien n'a marché, un retour à la productivité est inéluctable. Il est impensable qu'une économie qui produit du déficit et de la dette sans générer des emplois, dont les jeunes les plus méritants émigrent à l'étranger et qui a une valeur ajoutée locale excessivement basse, puisse vivre comme si c'était une économie de revenus moyens sans se demander si cela est possible à terme. Le retour vers la production est un impératif qui porte en lui beaucoup de solutions aux problèmes du Liban, le dernier en cours étant une balance des paiements négative. Le problème n'est pas insurmontable car nous avons la main-d'œuvre et les moyens financiers. Reste à leur trouver un environnement favorable.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Sophie Henry : La médiation et l'arbitrage sont deux outils complémentaires

Marilyne Jallad

Sophie Henry est la directrice du Centre de médiation et d'arbitrage de Paris, leader français de la gestion et de la résolution des conflits commerciaux. Dans nos colonnes, elle revient sur ces deux modes alternatifs à la procédure judiciaire afin de sensibiliser et d'expliquer davantage aux entreprises libanaises les bienfaits en particulier de la médiation, un outil pas encore suffisament connu au Liban.

Sophie Henry.

La CCI de Paris Île-de-France peut-elle parler d'un succès de la médiation commerciale comme outil alternatif de résolution des conflits ?

La CCI Paris Île-de-France a créé le Centre de médiation et d'arbitrage (CMAP) que je représente depuis 1995, à une époque où la médiation en était encore à ses balbutiements en France. Par des actions de sensibilisations accrues et, des entreprises et des prescripteurs de la médiation que sont les avocats et les magistrats, le CMAP, avec l'appui de la CCI Paris Île-de-France, a permis le développement de la médiation pour les entreprises. Ainsi on peut parler aujourd'hui de succès de la médiation qui est désormais un outil connu de tous les praticiens du monde économique. Parti de zéro demande en 1995, le CMAP a traité plus de 350 dossiers cette année. Nous avons assisté aux cours des années à un changement des mentalités avec un passage de la culture du conflit à celle de la culture de la médiation et des modes alternatifs.

Comment la CCIP a-t-elle aidé à la promotion et au succès de la médiation ?

En créant le CMAP, la CCIP a voulu contribuer au développement des modes alternatifs. En France comme au Liban, l'arbitrage est un processus de résolution des conflits qui est connu des praticiens du monde économique, les entreprises, les magistrats et les avocats, ce qui était moins le cas il y a vingt ans. La création du CMAP et les nombreuses actions de promotion, de sensibilisation, ainsi que les réunions avec des entreprises, des avocats et des magistrats ont contribué au développement de la médiation en France. En 2005, la CCI de Paris avec le CMAP ont créé la Charte de la médiation inter-entreprises, signée au départ par 40 grandes entreprises françaises comme un acte d'engagement de leur part pour faire valoir qu'en cas de litige, au lieu d'aller au contentieux, les entreprises s'engagent à tenter des voix alternatives comme la médiation. Cette charte a aujourd'hui plus de dix ans et porte la signature de près de 100 entreprises dont un nombre d'entre elles ont mis en pratique cet acte d'engagement et recourent de plus en plus à la médiation.

Peut-on dire qu'en France la médiation est en train de prendre la place du marché de l'arbitrage ? Ou y-a-t-il un équilibre des demandes ?

Je dirais que le développement du marché de l'arbitrage se poursuit ; il y a encore un important travail de sensibilisation sur l'arbitrage interne en France auprès des entreprises et des avocats. Mais il est également intéressant de constater qu'aujourd'hui certains dossiers qui allaient directement à l'arbitrage sont précédés par des médiations. Il arrive même que des entreprises saisissent initialement le CMAP dans le cadre d'un arbitrage et qu'elles se rendent compte en cours d'arbitrage qu'il serait plus opportun de trouver une solution amiable plutôt que de se voir imposer la sentence arbitrale rendue à la fin de la procédure. Une telle solution n'est possible que si les deux parties sont d'accord pour recourir à la médiation. Cette dernière ne fonctionne que si les deux parties y mettent une bonne volonté et le veulent réellement. Je dirais que la médiation cohabite bien avec l'arbitrage, ce sont deux modes alternatifs complémentaires. Beaucoup d'entreprises aujourd'hui continuent d'aller au contentieux ou en arbitrage.

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Quelle est la proportion et l'évolution quantitative des cas enregistrés de médiation par rapport à l'arbitrage ?

Concernant les chiffres du CMAP depuis une dizaine d'années, nous traitons près de 300 dossiers de médiation par an contre 15 en arbitrage. La proportion de médiation est dès lors plus élevée que celle de l'arbitrage. Mais si nous observons les statistiques délivrées par la Chambre de commerce internationale (ICC) pour la France dont une antenne nationale se trouve à Beyrouth (organisme international d'arbitrage), nous remarquons que l'arbitrage prend le dessus sur les médiations. Concernant la France, on constate que le poids de la médiation se développe énormément contrairement à l'arbitrage interne qui évolue peu. Ce nouvel outil de médiation fait l'objet d'un réel engouement.

Comme vous le savez, la médiation est encore balbutiante au Liban. Quels conseils donneriez-vous pour mieux la promouvoir et l'expliquer auprès du secteur privé libanais ?

En plus des sensibilisations, des formations en entreprises et d'une communication accrue autour de la médiation, les avocats doivent être formés à la médiation afin qu'ils puissent la promouvoir et sensibiliser les magistrats au cas où la loi libanaise le permet. Les dirigeants d'entreprises libanais doivent être conscients des atouts de la médiation à savoir : la rapidité du process contrairement aux procédures judiciaires avec une moyenne de résolution du litige qui se fait en une quinzaine d'heures ou dans un délai maximum de deux mois en médiation (comme cela est prévu dans notre règlement). Autre avantage: un coût très maitrisé allant en moyenne de 3000 à 5000 euros en France (à partager entre les parties au litige). La confidentialité est aussi un plus de la médiation qui n'est pas publique. Pour les chefs d'entreprise, l'atout le plus attractif est le fait d'être maître du résultat de la médiation, contrairement à l'arbitrage où le verdict est donné par un arbitre. Il s'agit aussi d'inciter les chefs d'entreprise à tester la médiation pour en comprendre les avantages car lorsque l'on ne sait pas de quoi il en retourne, on craint d'y avoir recours. Enfin, la résolution du conflit en médiation permet aussi aux entreprises de ne pas rompre le lien avec le partenaire commercial surtout dans un pays comme le Liban où les gens ont l'habitude du contact humain alors que le contentieux mène principalement à la rupture et cela est très dommageable pour le commerce.

Pour l'instant, l'arbitrage a davantage de visibilité auprès des entreprises libanaises. Peut-on promouvoir une complémentarité entre les deux outils de résolution alternative des conflits ?

Il ne faut pas que le monde de l'arbitrage appréhende le développement de la médiation : certains arbitres ont en effet le sentiment que leur travail va, à terme, être supprimé dès lors que les médiateurs auront résolu le litige avant leur intervention.

En réalité, je pense que les deux sont amenés à poursuivre une cohabitation et une complémentarité positive. Certes, de plus en plus d'entreprises préfèrent opter pour la médiation qui est à la fois moins onéreuse et plus rapide que l'arbitrage mais de nombreux dossiers ne se prêtent pas à la médiation et nécessitent une analyse juridique et technique très poussée, notamment dans le cadre de litiges internationaux et le marché de l'arbitrage a vocation à encore se développer. Ce que les entreprises doivent retenir c'est que la médiation est un nouvel outil complémentaire à explorer dans le cadre de la recherche de la résolution des conflits.

Est-ce que le règlement intérieur de la médiation à la CCIP a évolué en se réadaptant aux défis économiques et commerciaux du 21e siècle ?

Les règlements de médiation et d'arbitrage tels qu'ils ont été rédigés en 1995 au moment de la création du CMAP ont fait l'objet de quelques ajustements concernant les règles d'organisations des procédures, la désignation des arbitres et médiateurs, la durée de la procédure, ou encore celle des honoraires etc. mais les grands principes comme par exemple l'éthique des médiateurs et des arbitres (impartialité, indépendance, confidentialité) sont restés inchangés. Aujourd'hui à l'heure des défis de l'économie et du commerce du 21e siècle, il est opportun de digitaliser les procédures pour faire promouvoir les modes alternatifs de résolution des conflits sur internet. Il y a en ce sens un développement des Online Dispute Resolution (ODR) qui permettent de saisir en ligne un médiateur ou un tribunal arbitral. Nous pouvons de même digitaliser certaines étapes de la procédure. Mais à mon sens le contact avec les médiateurs et les arbitres ne sont pas digitalisables. Il faut s'adapter aux défis du digital mais le savoir-faire, le savoir-être et le savoir-communiquer de l'arbitre et du médiateur sont irremplaçables.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Derrière le Centre de rééducation Laetitia Hatem, une histoire de courage inaliénable

Le Centre de rééducation Laetitia Hatem est un havre de guérison et d'humanité au cœur de l'Hôtel Dieu de France. Depuis 2012, il accueille les personnes défavorisées, victimes de maladies génétiques, d'accidents graves. Econews a été à la rencontre de Laetitia Hatem, un symbole de courage et de soif de vie qui donne l'espoir à toute personne en situation d'handicap dont la guérison est possible.

La mort tragique du frère, l'accident de Laetitia, et son combat

Âgée d'à peine 16 ans en 2010, cette jeune fille dans la fleur de l'âge et cavalière talentueuse fait une chute tragique à cheval qui la paralyse. Au Liban, le diagnostic des médecins est sans appel: une compression de la moelle épinière.

Un an auparavant, en juillet 2009, la famille Hatem vivait comme tant d'autres, dans l'insouciance, la joie et les difficultés ordinaires jusqu'à ce que Philippe, le petit frère de Laetitia, meurt tragiquement.

C'est ainsi que la vie de cette famille de trois enfants bascule en un instant ravageur.

Cependant, entre ces deux dates, le père de famille fait face au chagrin de tous ses bien-aimés en créant en mémoire de son fils chéri la «Fondation pour une enfance heureuse» «Un sourire à la fois», c'est sous cette devise pleine d'espoir que la Fondation se bat depuis. «Mes parents voulaient symboliquement faire quelque chose de positif en mémoire de mon frère», confie Laetitia.

«Un an plus tard le sort s'est acharné, j'ai eu mon accident fin août 2010 en tombant de cheval et tout a basculé à nouveau. Au début j'étais complètement paralysée, sous respirateur, je pouvais juste cligner des yeux et on me prévoyait 2% de chances de récupération. Cet état de fait, nous l'avons refusé. Cependant je ne voulais rien imposer à mes parents, mon frère venait de mourir», rappelle-t-elle émue.

Dès ce moment, la bataille de cette jeune fille vaillante vers la guérison et qui a pu récupérer à 85% et de sa famille prendra tout son sens. «Au Liban lorsque j'étais en soins intensifs, nous avons compris qu'il me faudrait beaucoup de courage et d'énergie et que mon état nécessitait un traitement dans un centre spécialisé car aucune structure au Liban ne pouvait accueillir des cas aussi avancés», se remémore-t-elle. En effet, le Liban des années 2010, malgré le niveau d'excellence de ses hôpitaux, n'avait pas l'expérience pour traiter de la façon qu'il fallait une compression de la moelle épinière, «un cas assez rare au Liban».

Alors très vite la famille prend contact avec l'un des meilleurs centres de rééducation au monde qui se trouve aux États-Unis, le Rehabilitation Institute of Chicago (RIC). «Pendant des mois je n'ai rien abandonné, mon jeune âge et mon inconscience ainsi que la force que nous donnait à tous mon frère, notre ange gardien, m'a donné des ailes pour batailler jour et nuit avec détermination au sein du RIC où on me soignait».

À cette époque Laetitia avait, à part la guérison maximale, une obsession : réussir son Bac blanc. Elle

Le corps médical aux côtés de Laetitia Hatem. (à droite).

faisait alors des allers-retours sur chaise roulante au Liban accompagnée de sa maman, pour revoir sa sœur, sans oublier les allers-retours de son papa et poursuivre ainsi malgré tout sa vie d'adolescente.

Rapidement, le RIC de Chicago s'inspire de son histoire car elle est la patiente qui a récupéré le plus rapidement. C'est ainsi que Laetitia s'est rapidement interrogée : comment font les parents démunis qui n'ont pas les moyens d'emmener leurs enfants se soigner à Chicago ?

De cette histoire forte naîtra le Centre de rééducation Laetitia Hatem à l'Hôtel Dieu de France où elle rappelle qu'elle avait été accueillie suite à sa chute de cheval par des équipes médicales bienveillantes et compétentes «qui ont fait leur possible avec les moyens mis à leur disposition».

«Redonner ce que j'ai reçu. Aider les autres à croire en la guérison»

«Le fait de ne pas récupérer n'a jamais été une option pour moi. Je ne pouvais que m'en sortir. Mes parents et moi avions une force inouïe d'y croire sans relâche, protégés par notre ange gardien, mon frère».

C'est ainsi qu'a germé dans sa tête, et dans celle de ses parents, l'idée d'une coopération avec l'hôtel Dieu de France.

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Ainsi dans le but constant d'offrir des soins de qualité à ses patients, l'Hôtel Dieu de France a signé une convention avec la «Fondation pour une enfance heureuse» en bénéficiant du soutien du Rehabilitation Institute of Chicago (RIC), ce qui a permis d'inaugurer le Centre de rééducation Laetitia Hatem le 6 novembre 2012.

«La demande au Liban était immense. De nombreux enfants aux cas chroniques ne se faisaient pas traiter faute de moyens financiers. D'autre part, certains parents cachaient leurs enfants, ils avaient honte du regard des autres». Alors pour faire connaître le Centre, Laetitia et son père ont fait beaucoup de sensibilisation auprès des médias, surtout télévisés.

L'argent ne doit pas être une barrière à la guérison

La «Fondation pour une enfance heureuse» a alors levé des fonds pour pouvoir prendre en charge les enfants défavorisés, et ce en accord avec l'Hôtel Dieu. «Depuis l'ouverture du centre, nous recevons le plus de demandes pour les cas de physiothérapie, mais aussi d'orthophonie, de psychomotricité et d'ergothérapie». En effet, la devise du centre est de soigner bien entendu mais aussi d'apprendre aux patients à vivre au quotidien avec leur handicap.

Depuis 2012, le Centre accueille et soigne un grand nombre d'enfants et d'adultes et a été rénové au niveau de l'espace, des équipements et du personnel avec une infrastructure similaire à celle de Chicago. Ce projet pionnier s'est appuyé sur la renommée de l'Hôtel Dieu de France et sur l'expertise technique de l'institut de Chicago. «Le centre est un open space qui permet aux patients enfants et adultes d'interagir, de communiquer de voir les progrès accomplis et surtout de tisser des liens forts d'amitié», explique-t-elle. Les équipes médicales ont une approche holistique qui met en lumière que l'espoir de guérison est à la portée de tous.

En chantier, une extension de 600 mètres carrés et un jardin guérisseur

«En 2016, le centre a effectué 5 468 séances de thérapies alors qu'en 2015 nous en étions à 2 700, d'où la demande grandissante qui nous a menée à prévoir une extension de 600 mètres carrés», explique Laetitia qui travaille à plein temps dans la Fondation et le Centre, désormais détentrice d'un BA en Psychologie et bientôt d'un Master en management sans oublier les nombreux stages qu'elle a effectué au RIC de Chicago.

Initialement 400m^2 d'une aile mise à disposition par l'Hôtel Dieu est aménagée et équipée aux standards internationaux. Actuellement l'extension de 600 m^2 est en travaux en sous-sol. Elle inclura une piscine pour les soins thérapeutiques dans l'eau pour atteindre 1000 mètres carré.

Un jardin «guérisseur» désigné par l'un de plus grands noms de l'architecture paysagiste est aussi en chantier. Partie intégrante du Centre, ce sont 1350 mètres carrés de bambous qui permettront aux patients de flâner, de se relaxer entre deux séances et de mieux faire connaissance.

Un centre ouvert à tous

Notons surtout que le Centre ne fait aucune discrimination, il est ouvert à tous et à toutes les communautés, aux enfants libanais comme aux Syriens, Irakien et Palestiniens. Le nombre de cas va en augmentant que ce soit pour les enfants qui manquent d'oxygène à la naissance, les accidentés de la vie, de la route, les personnes victimes de maladies génétiques ou encore de la guerre.

Laetitia et une équipe formidable tentent de rendre la vie plus facile et d'adapter les patients à leur handicap dans une approche médicale mais surtout humaine et holistique. Le docteur Mansour Dib, le directeur médical ainsi que Zakhia Naoum, le chef thérapeute du centre l'épaulent au quotidien pour mener les patients vers la guérison.

Chaque année l'équipe prépare aussi une fête de Noël ouverte aux plus démunis. «Nous travaillons aussi avec l'ONG Tahadi qui s'occupe des réfugiés syriens, amputations, gaz chimiques, on leur apporte de la nourriture, des choses pour se réchauffer», dit-elle.

Ce qui émeut le plus Laetitia, confie-t-elle en clôture de notre rencontre riche en émotions et en leçon de vie, c'est : «Lorsqu'avec ma mère, nous voyons un enfant de neuf ans se remettre à marcher, nous en avons les larmes aux yeux».

Laetitia Hatem.

«Je suis très chanceuse, j'ai récupéré à 85% et je continue trois fois par semaine la physiothérapie en me rendant de temps en temps à Chicago. Mon objectif est d'atteindre les 100% de guérison. Mon accident a été une leçon de vie. Cela m'a permis d'avoir une maturité extraordinaire. Cela m'a apporté beaucoup plus de positif et de générosité et surtout d'espoir. Malgré la mort tragique de mon frère et mon accident, savoir que des enfants profitent de ce centre pour guérir est ma plus belle victoire ! Car le courage de ces enfants est la plus belle des récompenses». *Laetitia Hatem*

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Propos autour de la visite de HEC à la Chambre

Mohamed Choucair, Président de la Fédération des chambres de commerce d'industrie et d'agriculture du Liban a reçu, mercredi 4 mai, le Doyen de HEC Paris M. Peter TODD, accompagné d'une délégation de hauts responsables de cette institution, en présence de M. Stéphane Attali, directeur général de l'ESA et des représentants des Organisations Economiques.

Cette visite revêt pour la Chambre de Beyrouth et du Mt-Liban une importance capitale ; plus de 500 libanais sont diplômés de HEC. Ce nombre peut soutenir la concurrence d'une faculté établie au Liban; HEC relève de la Chambre de Paris-Ile-de-France avec qui la Chambre de Beyrouth et du Mt-Liban développe un partenariat dans plus d'un domaine; tout cela, ajouté à sa réputation mythique fait de cette rencontre le point de départ d'une coopération durable et utile aux deux institutions.

La Chambre de Beyrouth et du Mt-Liban fut, avec la Chambre de Paris, à l'origine de la création de l'ESA. Elles ont voulu à l'époque adapter tout simplement le modèle HEC au Liban ; le grand succès de l'ESA, dont le mérite revient aujourd'hui à son directeur Stéphane Attali, a comblé leur attente.

La France a été la plupart des années le premier fournisseur européen du Liban et le premier investisseur ; 17,000 libanais résidents dans le pays ont la double nationalité ; 120,000 libanais travaillent en France, en grande partie dans des entreprises libanaises. Cette coopération découle de source ; la culture française est un choix ancestral au Liban.

François Colin et Peter Todd.

L'ouverture économique, les relations internationales, les moyens de communication modernes, tout cela permet actuellement aux jeunes libanais de donner la pleine mesure de leur double culture.

La Chambre et sa misssion

On demande de moins en moins aux chambres de discipliner le commerce, et de plus en plus de contribuer à l'assainissement de l'environnement économique et à la productivité de l'entreprise ; la Chambre de Beyrouth et du Mt-Liban prend à cœur cette mission et s'engage à sa réalisation. C'est dans cette perspective qu'a lieu la coopération avec la CCIR[1]; c'est dans cette perspective aussi que l'on peut concevoir la coopération avec HEC.

Dans une conjoncture difficile l'effort pour promouvoir l'entreprise devient insoutenable. Durant la guerre du Liban, la Chambre a suppléé à la carence de l'Administration en produisant les statistiques, indispensables aux affaires. À l'avènement de la paix, la Chambre a créé un Centre de recherche économique, en vue d'inspirer les politiques publiques. Avec la crise mondiale cela est devenu

1 CCIR "Regionale" c'est le nouveau anagramme de la CCIP-IdF

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان
of Beirut and Mount-Lebanon

en grande partie obsolète. Désormais l'horizon est beaucoup plus vaste. Il faut connaitre à partir d'un réseau expert l'évolution la plus probable de l'économie mondiale, qui se répercute chez nous sans délai grâce à l'ouverture économique du Liban, et adopter les bonnes pratiques pour l'affronter.

De nos jours le support de la PME et des startups nécessite plus qu'un savoir relatif à la gestion, au financement, au marketing ou autres techniques conventionnelles. D'ailleurs le Centre de formation de la Chambre les prodigue à profusion dans les meilleures conditions. Les entreprises ont surtout besoin aujourd'hui d'acquérir la faculté d'adaptation à un environnement en perpétuelle évolution ; et de s'intégrer à un réseau capable de soutenir le changement.

Dans la conjoncture présente, caractérisée par un chômage intense, et un pays de tradition « entrepreneur », les startups prennent un intérêt primordial du fait de leur capacité d'emploi. Le revers de la médaille est leur fragilité. Le remède est dans la promulgation d'un «Small Business Act» dans les délais les plus brefs. Là encore l'expérience d'un réseau expert est d'un grand intérêt.

Le triple défi des temps présents

Les Organisations économiques, et la Chambre en premier, continuent d'exiger une action salutaire du gouvernement face à la détérioration rapide qu'a connue l'économie libanaise les dernières années. Cela ne diminue ni leur responsabilité ni leur détermination à imaginer des solutions à des situations impossibles. Nous avons connu par le passé des situations où l'aide à l'entreprise cherchait à compenser la carence de la faisabilité sectorielle pour faciliter le changement. Désormais la crise touche l'ensemble des secteurs et nous place devant l'équation suivante :

- Un million et demi de déplacés consomment notre potentiel d'éducation, de santé, d'infrastructure et de services publiques. Il est évident que nous ne pouvons les abandonner. Malgré toute l'aide que leur prodigue le Liban ils vivent des drames qui font honte à l'humanité.

- Les délégations européennes ou onusiennes que nous recevons régulièrement nous poussent à intégrer les syriens au marché du travail. C'est la solution impossible : les jeunes libanais émigrent en masse faute d'opportunités de travail au Liban.

- Notre gouvernement a été jusque-là impuissant à produire une politique d'emploi: le chômage s'est fortement accéléré l'année passée, et nous avons un taux d'emploi particulièrement bas pour un pays, virtuellement, émergent.

> « LA FRANCE A ÉTÉ LA PLUPART DES ANNÉES LE PREMIER FOURNISSEUR EUROPÉEN DU LIBAN ET LE PREMIER INVESTISSEUR »

Voilà en peu de mots le grand défi auquel les organisations économiques sont confrontées au Liban. Ce n'est pas très différent de la crise qu'endurent maints pays en Europe, mais il est d'une intensité infiniment supérieure ».

Bienvenue à *ECO*NEWS

Enregistrez-vous
et recevez gracieusement
votre copie digitale.

Envoyer un Email à :
Econews@ccib.org.lb
Indiquer s.v.p.
Prénom, Nom
Institution
Adresse email
Téléphone

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

L'impact économique de la décentralisation*

L'ancien ministre de l'Intérieur, l'avocat Ziyad Baroud, revient pour Econews sur les avantages d'une décentralisation administrative pour le Liban, sujet qu'il défend depuis plusieurs années dans de nombreux écrits et conférences.

L'ancien ministre de l'Intérieur Ziyad Baroud.

Vous avez toujours défendu la décentralisation pour le Liban. Pourquoi ?

Parce que c'est une cause défendable. La décentralisation n'est pas une fin en soi, il est vrai, c'est «une manière d'être de l'État» comme disait Maurice Hauriou. Au Liban, elle revêt un caractère consensuel, fondamental, et œuvre dans le sens de la consolidation de l'unité du pays en gérant au mieux, différemment, sa diversité. Je défends donc la décentralisation parce qu'elle offre une démocratie locale participative plus large, plus efficace et moins bureaucratique. Le pouvoir central ne peut plus et ne doit plus concentrer les pouvoirs entre ses mains.

« L'accord de Taëf a veillé à mettre fin à la polémique sur la forme de décentralisation exigée et à supprimer toute confusion ou interprétation du concept de décentralisation en la désignant comme « décentralisation administrative. » Expliquez-nous de quelle polémique s'agissait-il ?

Il s'agit tout simplement de l'allusion faite au fédéralisme. Depuis l'accord de Taëf, la décentralisation a reçu l'unanimité interlibanaise alors que le fédéralisme demeure sujet à dispute. Je ne suis pas de ceux qui diabolisent le fédéralisme mais je trouve que la «décentralisation poussée», pour reprendre l'expression de Taëf, peut aboutir à de très bons résultats. Encore faut-il qu'elle soit approuvée.

Justement la décentralisation dans l'accord de Taëf met la diversité au sein de l'unité. Qu'est-ce qui distingue la décentralisation administrative d'un autre type de décentralisation? Et quid de la déconcentration ?

Il est inutile de chercher à définir les types de décentralisation. Entre elle et le fédéralisme, il n'y a qu'une différence de nature et non de types. La décentralisation implique que les entités soient élues et une autonomie administrative et financière. À cela s'ajoute la nécessité de doter ces entités de moyens financiers suffisants.

Ce système diffère de la déconcentration, qui est une forme de délégation de pouvoirs de l'autorité centrale vers les régions à des fonctionnaires nommés par cette dernière, sans personnalité morale, sans autonomie. Le Caemacam et le Mohafez sont deux formes de déconcentration. Il faut savoir que la décentralisation n'empêche pas la déconcentration ; le pouvoir central doit toujours être présent dans les régions.

Quel projet de loi est actuellement privilégié ?

Celui de la commission gouvernementale que j'ai eu l'honneur de présider. Le texte est finalisé et est actuellement débattu au sein de la commission parlementaire de l'Administration et de la Justice. Pour ceux qui sont intéressés, le projet est publié sur : www.decentralization-lb.org.

Qu'est-ce qui entrave aujourd'hui son adoption ?

La décentralisation au Liban est bloquée au moins depuis Taëf. Plusieurs projets et propositions de lois ont été avancés sans jamais aboutir. La première cause est, à mon avis, due au fait que bien des députés craignent un déséquilibre dans leurs relations avec leurs circonscriptions, alors que cela n'est pas vrai. D'autre part, certaines forces politiques craignent une disparité de revenus entre les régions, alors que le projet de loi établit un système égalitaire voire même un indice de développement selon lequel les régions les plus défavorisées verront leurs recettes inversement proportionnelles.

Quels seraient les avantages pour le Liban d'une décentralisation administrative, notamment sur le plan économique ?

Moins de concentration sur le centre, plus de développement dans les régions, moins d'exode, plus de durabilité. Encore une fois, la décentralisation ne constitue pas une fin en soi, mais un moyen et un outil destiné à une participation plus vaste, une démocratie plus durable, une responsabilisation qui se base sur le contrôle et la mesure du rendement et de son efficacité.

** Le Liban de demain, R. Nasnas et al., chapitre 18 « La décentralisation pour l'intérêt du Liban ». Le questionnaire a été adressé à l'ancien ministre de l'Intérieur, l'avocat Ziyad Baroud, l'un des co-auteurs de l'ouvrage (Dar Annahar 2016).*

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Chambre de Commerce Franco-Libanaise

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Avec la CCFL, vous donnez à votre entreprise les moyens de se développer en France, au Liban et au Moyen-Orient

Depuis juin 2014, Gaby Tamer préside la Chambre de commerce franco-libanaise avec le dynamisme qu'on lui connaît en mettant en action une grande ambition de succès dans l'essor des relations bilatérales entre entreprises françaises et libanaises. Dans Econews, il revient sur la mission de la CCFL et sur sa valeur ajoutée en tant qu'accélérateur des affaires et de réseautage mise au service des entreprises françaises désireuses de s'implanter au Liban, et réciproquement.

Vous souhaitez donner à votre entreprise les moyens de se développer en France, au Liban, dans les pays du Moyen-Orient et dans les pays francophones où la communauté libanaise est présente ? Il vous suffit alors de prendre contact ou d'adhérer à la Chambre de commerce franco-libanaise.

Cette institution dont la réputation n'est plus à établir a été dirigée pendant 27 ans par l'homme d'affaires Jacques Saadé et est maintenant entre les bonnes mains du chef d'entreprise Gaby Tamer.

Main dans la main avec la CCFL, vous pourrez vous connecter au monde des affaires franco-libanais. En effet, cette chambre rassemble en son cœur des entrepreneurs de confiance à la recherche de contacts fiables, experts et qualitatifs.

Quid de sa mission

Comme principale ambition, la CCFL souhaite poursuivre son rôle en devenant une plateforme d'accélération et de mise en relation commerciale des entreprises françaises désireuses de s'implanter au Liban, et réciproquement. «Sa mission s'élargit aussi en offrant aux entreprises qui le souhaitent l'occasion de profiter de l'important réseau des Libanais à l'international», affirme son président.

Gaby Tamer salue aussi les nombreux atouts offerts par le Liban: «C'est un pays attractif pour les investisseurs à plus d'un titre, notamment avec son système économique libéral et une règlementation flexible ; le Liban est aussi une porte d'entrée clé vers les marchés de la région», ajoute-t-il. En effet, les relations quotidiennes qui existent entre Beyrouth et les capitales arabes des pays voisins ainsi qu'avec les pays du Golfe donnent l'assurance à celui qui vient au pays du Cèdre de connaître les opportunités foisonnantes dans la proximité.

Un autre atout non négligeable est celui de la main-d'œuvre qualifiée des Libanais qui relève depuis des années déjà le nom du Liban à l'international. Au niveau des échanges commerciaux, nous pouvons affirmer qu'aujourd'hui «la France est l'un des premiers investisseurs étrangers au Liban et que des entreprises françaises de toute taille y sont présentes et prospèrent dans des domaines diversifiés allant du secteur pétrolier jusqu'à l'agroalimentaire en passant par le luxe, l'assainissement, le matériel électrique ».

Pour sa part, le Liban investit beaucoup en France. «Avec 3 milliards d'euros d'investissement, il représente l'essentiel des investissements moyen-orientaux en France et contribue à la création d'emplois et de richesses dans les secteurs du transport maritime, de la banque, de l'immobilier... sans oublier les innombrables enseignes, commerces et restaurants, emblématiques d'une forte capacité à entreprendre», affirme aussi le dirigeant.

Survol de quelques chiffres

Arrêtons-nous un peu sur les chiffres qui sont toujours plus parlants que de longs discours. Pour vous donner une idée : 4 500 entreprises françaises exportent leurs produits au Liban avec un milliard d'euros d'échanges commerciaux par an.

La France est ainsi classée 4e fournisseur du Liban.

Quant au stock d'investissements directs étrangers (IDE) libanais en France, il s'élève à 2,4 milliards d'euros par an soit 35% du stock d'IDE du Moyen-Orient en France.

Un autre point qui a son poids : 8 milliards d'euros, c'est la valeur annuelle de l'apport financier de la diaspora libanaise vers le Liban.

Actions et adhésion

La CCFL est à votre service pour vous Informer à travers plusieurs outils mis en place : hotline, newsletter et site internet. Elle sera aussi le défenseur de vos intérêts et vous mettra en relation avec des professionnels pour vos questions légales et fiscales. En tant qu'adhérent, vous bénéficierez aussi de ses nombreuses connections et mises en relation. La Chambre de commerce franco-libanaise facilite aussi l'émergence de vos projets à travers des transferts de compétences, des incubateurs et en faisant la promotion de vos activités. Il vous sera aussi possible d'accéder librement aux conférences et séminaires proposés et la CCFL parrainera vos propres conférences.

Pour adhérer, remplissez le document de candidature «adhérez à la CCFL» à partir du site : www.ccfrancolibanaise.fr

Pour toute autre information complémentaire: contact@ccfrancolibanaise.fr

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON
Chambre de Commerce Franco-Libanaise
غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Activités 2017 annoncées lors d'un petit déjeuner

Un petit déjeuner très convivial a regroupé le 15 mars dernier à Paris dans les locaux de la CCFL une cinquantaine de personnes parmi les membres, amis et collaborateurs de la Chambre franco-libanaise. Ce rendez-vous a permis d'inaugurer les activités prévues pour 2017. En ouverture, son président Gaby Tamer a chaleureusement remercié les convives en saluant «leur fidélité et leur foi en la mission de la CCFL». Il a par ailleurs souligné l'appui permanent du gouverneur de la Banque du Liban, Riad Salameh, et du président de la Fédération des chambres de commerce libanaises, Mohamed Choucair. En présence de jeunes entrepreneurs, Gaby Tamer a aussi annoncé l'intention de la CCFL de créer une cellule dédiée aux jeunes entrepreneurs dynamiques.

De g. à dr. : Stephane Attali, Sherine Audi, S.E Naji Abi Assi, Maroun Helou, Gaby Tamer et Antoine Habib.

À son tour, la trésorière de la CCFL, Sherine Audi, a annoncé les différentes activités prévues par la chambre en 2017, notamment les différents petits déjeuners qui se tiendront entre Paris et Beyrouth ainsi que la réunion de l'Assemblée générale qui aura lieu à Paris le 15 juin prochain. Dans son allocution, elle a aussi insisté sur l'effort que la CCFL déploie fortement depuis un certain temps en faveur de sa dynamisation et de l'efficacité des services rendus à ses membres et à la communauté franco-libanaise des affaires. Hady Farah a ensuite exposé le résultat du sondage qui avait été lancé préalablement au petit déjeuner parmi les membres. Dans ce sondage, ces derniers ont exprimé leurs attentes et aspirations. Ce petit-déjeuner s'est clôturé par la prise de parole de Walid Menassa qui a fait part de la progression du projet de publication sur l'historique de la CCFL et des relations économiques et culturelles libano-françaises.

Gaby Tamer entouré des jeunes entrepreneurs.

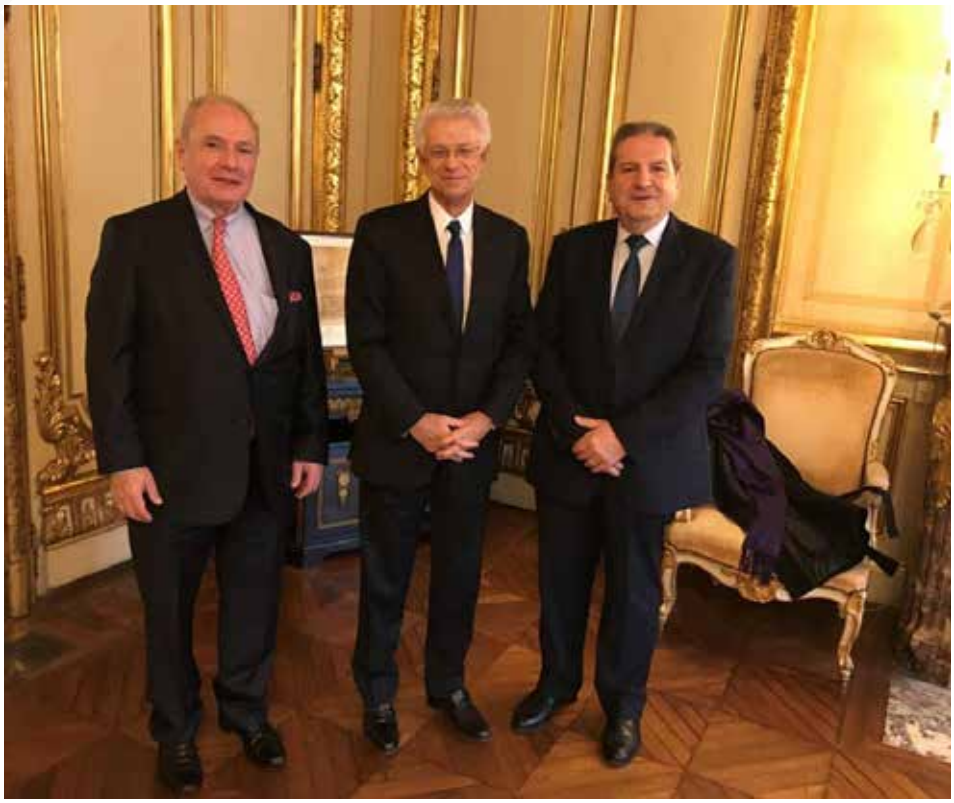
THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Chambre de Commerce Franco-Libanaise

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Gaby Tamer hôte de Didier Kling, nouveau président de la CCIP

Gaby Tamer a effectué une visite de courtoisie auprès de Didier Kling, le nouveau président de la Chambre de commerce Paris Île-de-France, en présence de son vice-président, Jean- Paul Vermès. Durant cette rencontre, les discussions des trois dirigeants se sont axées autour de divers sujets portant au cœur l'intérêt mutuel des deux chambres de commerce. Ils ont également réaffirmé leur volonté de développer davantage la coopération bilatérale entre la France et le Liban en particulier pour ce qui relève de l'intérêt économique, commercial et industriel des deux pays. C'est surtout après l'immense succès remporté par le forum qui a été organisé conjointement par les deux chambres, le 20 octobre dernier dans les locaux de la CCIP, que cette rencontre porte toute sa symbolique.



De g. à dr. : Jean-Paul Vermès, Didier Kling et Gaby Tamer.

À Paris, Rodolphe Saadé donnera une conférence

La Chambre de commerce franco-libanaise organise une conférence sur la thématique: «Le transport maritime au cœur de la mondialisation - Défis et perspectives d'un secteur en pleine évolution». Ce rendez-vous économique clé sera donné par Rodolphe Saadé, le directeur général de CMA/CGM à Paris, le 14 juin prochain.

LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-LIBANAISE
Organise un petit déjeuner autour du thème

« Paramètres de la stabilité au Liban et perspectives régionales »

Entre stabilité et investissement
Présenté par
S.E.M. Naji Abi-Assi
Ancien ambassadeur du Liban en France

Au Cercle de l'Union interalliée
33 rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris
Lundi 15 mai 2017 de 08h30 à 10h00 (accueil à partir de 8h00)

Pour plus d'informations, contacter le bureau de la CCFL à paris : contact@ccfrancolibanaise.fr

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

BIFEX 2017 Brand Lebanon: Boosting Prosperity

Raja Habre

The Lebanese Franchise Association (LFA) organized, on 26-27 April 2017, in BIEL, the 7th Edition of the Beirut International Franchise Forum and Exhibition – BIFEX, under the high patronage of H.E. the president of the council of Ministers Mr. Saad Hariri.

BIFEX 2017 had a national theme, «Brand Lebanon»: Boosting Prosperity, because it came at a critical juncture in Lebanon's history, with the election of a new President and the formation of a new Government, and the possibility of a new vision for the future.

BIFEX 2017's central message is that Lebanon has to utilize all the tangible and intangible assets at its disposal to regain lost opportunities and kick-start growth. Through the BIFEX platform, the Lebanese private sector will advocate the 'pro business' policies that can unleash our talents and innovative capabilities.

It demonstrated that the retail industry, and the brands it comprises, are an important engine of economic growth, and are well-placed to play a major role in the hoped-for economic revival of the country.

The Forum presented the new ideas, technologies and innovations that Lebanese and Arab companies need to adopt to enhance their competitive advantages. This also helps Lebanon to move forward and reclaim its prominent position as a hub of business, commerce, tourism and culture.

Furthermore, the BIFEX 2017 panels made the case that Lebanon's comparative advantages need to be turned into economic gain. Two panels discussed how 'Brand Lebanon', as the embodiment of our culture, values and spirit, is an asset with broad global appeal that can easily translate into business opportunities, investments and jobs.

1 - A Framework for Brand Lebanon

The first panel was chaired by Mireille Aoun-Hachem, main advisor to the President of the Republic, and grouped seasoned panelists: Alexis West, Joakim Noren, Tim Wilkinson, Mike Nithavrianakis, who raised the following outcome:

Because of the strong correlation between a country brand and economic, cultural and political gains, and because international news about Lebanon are largely driven by events in our troubled region, a national effort needs to be undertaken to "elevate the perception, appreciation and understanding of Lebanon around the world."

Objectives

The proposed strategy aims to create a single unifying message in which the Lebanese people can be proud, and with which the public and private sectors can change the perception of Lebanon to encourage FDI, Tourism and Trade from around the world.

Our work must be seen to be of benefit to all – by working together we are stronger, by elevating the perception of Lebanon in the eyes of people and businesses throughout the world we will all benefit.

Brand Platform

A 'brand platform' is a structure or vehicle for delivering a multifaceted communication campaign. It is designed to encourage partners to utilize it and is designed on the premise that by joining together our budgets, our assets, and our power under a single banner we can be more effective and achieve far more than if we work individually.

The 'brand platform' and the single message it adopts, however, do not replace or supersede a partner company's corporate message/s, or the communications strategy that public sector institution wish to pursue (to attract tourists or investments, for example).

The 'brand platform' works alongside its private and public sector partners in a complementary manner.

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

2 - Global Economic Trends

The second panel was chaired by Saad El-Azhari, chairman & CEO of BLOM BANK Group, and associated

- Carsten Beck "Towards 2025 – Strategic Megatrends", and
- Alan O; Neill "Driving Change: Retail-inspired Thinking and Strategies"

Carsten Beck and Alan O'Neill discussed Global Economic Trends and how they affect Lebanon (and the Arab region). They identified key megatrends challenging companies and countries in the coming decade, and proposed strategies and scenario-based planning based on global cases. They also talked about the mindset of the future, with emphasis on organizational consequences and new consumer demands.

Finally, they offered practical tips and case studies to show where global and iconic brands, like Selfridges, have spearheaded change and used it to drive increased sales and profitability.

3 – Key Retail Leadership Skills

The third panel associated four seasoned experts with the following topics:

- Maarten de Groot van Embden "The Mall & Department Store Equation",
- Sean Pillot de Chenecey "Motivating the Modern Consumer"
- Ole Petter Nyhaug "Consumer Trends and Insights"
- Dermot Mc Partland "Brick & Mortar vs. Online"

Speakers discussed the most important changes influencing consumer expectations, behaviors and needs. They showed how to adapt communication, products and services to succeed in the coming years. Speakers offered inspiring examples of the tools needed to stay relevant, and shared with the audience retail management experience and hence helped us understand the evolution of department stores.

4 – Why Brand Lebanon – Relevant Case Studies

The fourth panel, chaired by Nabil Itani, chairman of IDAL, was to consider the following topics:

- Alex West "The Making of the GREAT Campaign"
- Joakim Noren "Brand Sweden: Intra-Agency Coordination"
- Tim Wilkinson "The Importance of a Vision"
- Mike Nithavrianakis "Promoting Business and National Brands in Target Countries"

Speakers presented case studies on major projects they had worked on, giving examples from Kuwait, the UAE, Sweden, Great Britain, and other countries.

Their key message involved the importance of a country vision, in the context of building a national brand..., and how synergies are established with stakeholders, public and private. They also described the types of events, local and international, that help to promote a national brand.

Master-class: Using KPIs to Drive Sales

Trainer: Alan O'Neill, Managing Director of "Kara"

Retail, Change & Customer Service Expert

With consumption accounting for no less than 70 percent of the country's Gross Domestic Product, the retail sector deserves specific attention. That is why the LFA gives a lot of attention to 'capacity-building' and training activities. Key Performance Measures in retail is a very important topic that directly affects the performance of companies in retail.

O'Neill's master-class revolved around the following:

- Introduction to KPIs
- Role of the Finance Function in accessing and educating on Big Data
- Most frequently used KPIs in retail
- Introduction to Commercial Driver
- Using key metrics to double your sales in 2 years

Conclusion

In many ways, BIFEX 2017 surpassed previous editions and launched a major national initiative that the LFA hopes will be joined by public sector institutions and private sector companies, all of whom could be described as Brand Lebanon Champions.

Mireille Aoun Hachem, advisor of the President of the Republic

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Balamand University to revive protocol of cooperation with the Chamber of Tripoli and North Lebanon

Dr. Michel Najjar, Vice President of Balamand University and Dean of the Faculty of Engineering visited the Chamber of Tripoli and North Lebanon (CCIAT) and met with President Toufic Dabboussi in presence of members of the Board of Directors and representatives of local economic bodies and associations.

He expressed his admiration and appreciation for the many achievements made by the Chamber. He declared «What has been accomplished and achieved by the Chamber of Tripoli is really surprising and admirable and is source of our pride," stressing that Balamand University shares the same vision that drives the various activities and aspirations of the Chamber and adopts an approach that is consistent with the approach of President Dabboussi with regard to the economic role of the city of Tripoli because of its strategic location and capabilities as well as its potential advantages. "This leads me to call for joint action, to revive, update and activate the protocol of cooperation signed between Balamand University and the Chamber of Tripoli and North Lebanon", Najjar said.

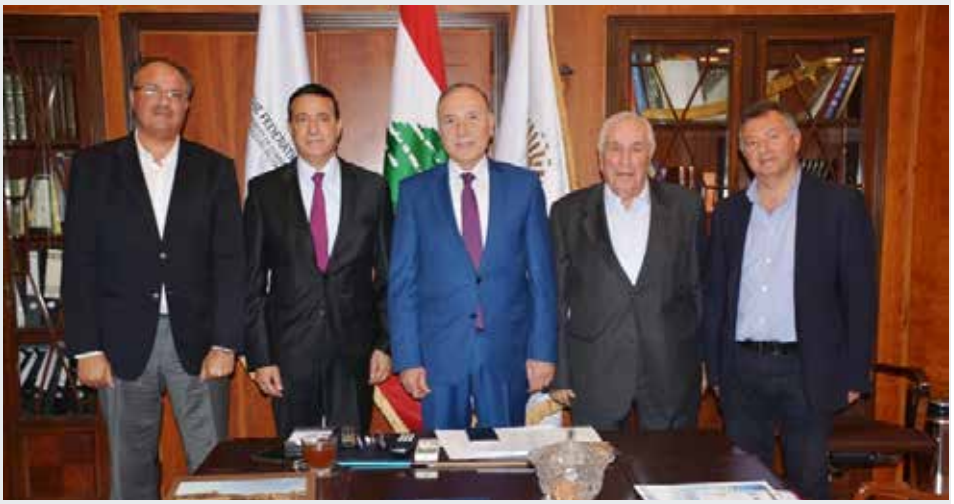
Dean Najjar had toured in the various sections and projects of the Chamber, starting from the Continuing Education Center of the Association of Dentists in Tripoli to the Industrial and Developing Research Alimentary Center (IDRAC), which will play a pivotal role in the development of the food industry and related research work. Najjar then visited the Quality Control Center Laboratories (QCC) and listened to explanations of its director, Dr. Khalid Al-Omari who explained the various functions and tasks carried out by QCC Laboratories and its future aspirations in terms of expanding the role of these laboratories to include calibration tests related to gold and associated fraud matters, DNA tests, in addition to examinations related to agricultural products such as wheat, fodder and others. Najjar also toured some of the free projects carried out by a number of young entrepreneurs incubated by the Business Incubator Association of Tripoli (BIAT) at the Chamber and listened to the explanations of its director Dr. Fawaz Hamidi who briefly presented the incubator's course and appreciation testimonies of international cooperating agencies, specifically the European Union. Hamidi also tackled the future aspirations of the incubator according to President Dabboussi's promising scheme for the establishment of a city specialized in the knowledge economy and various advanced techniques, a promising project that the Ba-

Left to right: Mr. Khodor Habib, Mr. Ibrahim Foz, Mr. Bassam Rhouli, Dr. Najjar, Mr. Toufic Dabboussi

Board Members of the Chamber of Tripoli and North Lebanon (CCIAT) with Dr. Najjar

lamand University would have a role to play in the area of cooperation.

Dr. Najjar pointed out that the "main concern we have in common with the Chamber of Tripoli and North Lebanon is the human being and community service," adding that "we are committed to this choice, which is at the core of the University's primary responsibility, not only in theory, as we always seek to translate it into facts on the ground. We are also in full harmony with the Chamber of Tripoli and North Lebanon, as we consider it as our executive arm, and we consider ourselves part of the Chamber, which is our source of pride, and we will always work hand in hand for progress, well being and prosperity so as not to remain an island isolated from its vital environment".



Left to right : Mr. Bassam Rhouli, Dr. Najjar, Mr. Toufic Dabboussi, Mr. Marcel Chaptini, Mr. Ibrahim Foz

Dr. Najjar and Toufic Dabboussi

WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | **email:** fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

President of Saida Chamber headed the Lebanese delegation to the Union of Arab chambers' meeting

The President of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Saida and South Lebanon Mr. Mohamad Saleh headed the delegation of the Federation of Lebanese Chambers of Commerce, Industry and Agriculture to the 124th session of the Union of Arab Chambers held in Cairo.

Parallel to his participation in the meetings, president Saleh met a number of heads of the Arab Chambers of Commerce during which he discussed means of developing bilateral relations between the Lebanese Chambers in general and the Chambers of Commerce, Industry and Agriculture of Saida in particular.

" Enhance the livelihoods and food security of rural women dairy processors" closing ceremony

The Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), in cooperation with the Ministry of Agriculture (MoA) in Lebanon, organized a closing ceremony of the project "Enhance the Livelihood and Food Security of Vulnerable Lebanese Women through Improving their Dairy Production Practices and Supporting their Dairy Processing Activities" at the Exhibition hall of Saida Chamber on March 28, 2017.

The project, funded by the Italian Agency for Development Cooperation (AICS), held its closed ceremony under the patronage of His Excellency the Minister of Agriculture Mr. Ghazi Zaiter and in the presence of his representative Dr. Mohamad Farran, representative of the Italian Ambassador Mrs. Simona de Martino, the president of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Saida and South Lebanon Mr. Mohamad Saleh, as well as the representative of FAO in Lebanon Dr. Maurice Saade, and the representative of the Italian Agency for Development Cooperation in Lebanon Mr. Dietmar Oberbacher, in addition to representatives of local officials and personalities and farmer cooperatives and dairy processors.

In his speech, President Saleh stressed on the importance of supporting small farmers and dairy household processors "as this sector plays an active role on the level of food security and in view of its share in the national economy". He also highlighted the significant role of women in the agricultural sector including dairy processing, recapitulating the initiatives that were implemented by Saida chamber to support and encourage women and households in rural areas to settle in their villages and increase their income.

From his side, the representative of FAO in Lebanon, Dr. Maurice Saadeh, explained the objectives of the project which covers 46 villages from most Lebanese regions, especially rural areas, to support the empowerment of rural women.

Left to right:Mrs. Simona de Martino, Dr. Mohamad Farran, Mr. Mohamad Saleh , Dr. Maurice Saade

Distribution of milk equipment to women dairy processors and cattle breeders

The representative of the Italian Ambassador Simona Martino expressed her country's contentment in participating in this project which empowers rural women. She also declared that the project represents Italy's commitment to help Lebanon, especially in the fields of agricultural development and in the fields of food and agricultural security. Martino pointed out to the projects implemented by Italy to help Lebanon in various fields, especially sustainable development projects. Martino also announced Italy's intention to launch a project to improve olive oil in Lebanon and other projects.

Dr. Mohamad Farran, representing the Minister of Agriculture, explained how the project supports women and their families, the community, as well as for sustaining food balance and security. He also stressed the importance of cooperation for the continuity of this project.

The ceremony concluded with screening a film about the stages of the project, its objectives, and the distribution of milk equipment to women dairy processors and cattle breeders.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Minister of Economy and Trade Raed Khoury meets representatives of economic sectors at Saida Chamber

The meeting tackled matters and issues in relation with different productive sectors in Saida and South Lebanon. Many economic, political and public figures participated and exchanged their views. The meeting was held in the presence of MP of the Development and Liberalization Bloc Ali Osseiran, Governor of the South Mansour Daou, Director General of the Ministry of Economy Ali Abbas, President of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Saida and South Lebanon Mohammed Saleh, President of Saida Trade Association Ali Al-Sharif, Mayor of Saida Mohammed Al Saudi, and a number of owners of productive sectors and representatives of the civil society.

In his speech, Saleh saluted the initiative of the Minister to meet with the economic representatives in order to tackle the status of economic sectors in different Lebanese areas."This initiative indicates that you are aware of the role of the private sector in building the national economy and you are fully committed to establish a collaborative working relationship for the benefit of our economy".

He further added that the activation of the productive sectors requires a plan, programs and budgets, and that previous governments' action ignored the role of these sectors.

Saleh continued: "Today, with the first government in the new presidential era, taxes are once again, the magic wand for economic development. But with our assurance that tax resources are indispensable for managing our state affairs, we do not consider that any increase of tax pay today is the best solution to support our economy. On the contrary, our focus must be to ensure tax measures are efficient and encourage the growth of Lebanese businesses".

«We count on your work, professional and financial expertise to develop the capacity of the productive sectors, especially in South Lebanon where the Israeli attacks for decades have negatively affected tens and hundreds of factories and businesses that were either destroyed, closed or were forced to migrate to other countries," he added.

Mohamed Saleh and Raed Khoury

Saleh explained that it is possible to transform " our productive sectors into attractive opportunity for investments, provided that the problems that prevented our economic growth are solved," adding that an appropriate business climate at the administrative and legislative levels must be given top priority to encourage investment for economic growth, provide support for small and medium-sized enterprises to create jobs and for Lebanese exports to enter new markets in the countries that host Lebanese diaspora.

Minister Raed Khoury emphasized on the political stability that Lebanon witnessed after the election of President Michel Aoun and the formation of the government, adding that the government is fully aware that the steadiness of the political stability is ensured as far as the Lebanese economy is further enhanced after the decline resulting from the past constitutional and political crisis.

He stated that Lebanon has unlimited potentials to achieve economic prosperity and high growth levels among other countries in the region; however, political instability has hindered the prosperity of our economy, in addition to the armed conflict in the region and the influx of large number of refugees that were beyond Lebanon's economic and financial capabilities to host. "Today, and in line with the goals announced by President Michel Aoun, the government drafts plans and takes measures to lift the Lebanese economy out of its decline state. The adoption of the draft budget, after twelve years, is only a first step on this path", he said, adding that the main goal is to complete a wide and comprehensive development plan for the different economic sectors in all areas of Lebanon. "My visit to south Lebanon today is to convey a clear message that the South is a key partner in any development project, and the deprivation and ignorance the area has suffered for decades has ended".

Khoury ended his speech by referring to the merits and virtues of Saida city and the role it played for boosting the economy of the country in the past and for guaranteeing the independence and the reconstruction process for the country.

Following that, Minister Khoury took note of the demands of representative of economic sectors. MP Osseiran discussed the issue of the oil sector and the need to give the agricultural sector special care.

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Potatoes imports at the desk of the Ministry of Agriculture

The Agriculture Committee at the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon, represented by its President, Mr. Raphael Debbane, issued a statement thanking the Minister of Agriculture, Ghazi Zeaiter for his continued efforts to protect farmers in the Akkar region by limiting the imported quantities of potatoes during a limited period of time, taking into account the maintenance of a price ceiling to protect the consumers.

The Committee also thanked the team of the Ministry, led by the Director General, Engineer Louis Lahoud, for their efforts and their continuous struggle.

It added that the current situation in the agricultural sector is painful; especially that the sector is suffering from high production costs and problems with land transportation due to the Syrian crisis. Lebanon, like most Arab countries, suffers from open markets through international agreements and especially the GAFTA.

Raphael Debbane

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

LIBANPOST

RENEW YOUR MEMBERSHIP AT LIBANPOST

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Meeting of the Lebanese-Egyptian Business Council in Cairo

Fahed identifies the obstacle facing the development of economic relations between the two countries

The Lebanese-Egyptian Business Council held its first meeting after the formation of its members in both countries on the sideline of the Lebanese-Egyptian Business Forum. The meeting took place at Four Seasons hotel, with the participation of Lebanese Minister of Economy and Trade Raed Khoury, Egyptian Minister of Trade and Industry Ahmed Kabil and Egypt's Ambassador to Lebanon Nazih Najari. The Lebanese delegation was headed by the Vice President of the Chamber of Beirut and Mount Lebanon Nabil Fahed, representing the President of the Federation of Lebanese Chambers Mohammed Choucair. The Egyptian delegation was headed by Abdulhamid Demrash, representing the President of the Council, Ahmed Soueidi, and members of the Council representing the various economic sectors in both countries.

Minister Khoury addressed the audience in his opening speech, «the effort exerted in a short period confirms the determination to push forward the cooperation between the two countries supported by excellent historical relations between Lebanon and Egypt". However, bilateral relations "do not meet our ambitions," he added.

Minister Kabil said: "We look forward to further cooperation in all fields between the private sectors in both countries,» confirming the existence of great and varied opportunities for the development of relations, but the most important will be to "develop a clear vision for its exploitation in order to benefit everyone".

Fahed provided comprehensive statement on the economic relations between Lebanon and Egypt. He presented some figures showing the volume of trade exchanges between the two countries and their implications: Lebanese exports to Egypt reached 58 million dollars in 2016, while Egyptian exports to Lebanon reached 774 million dollars.

The new Lebanese investments in Egypt between 2004 and 2016 amounted to 250 million dollars, while the new Egyptian investments in Lebanon during this period were about 15 million dollars.

Fahed said: «There are two basic principles in the process of setting specifications and their application. First, the state that sets technical specifications on its imports must inform the exporters of these specifications before they start implementing them in accordance with the rules set by the World Trade Organization. Second, apply the same technical specifications to imports and local products as well, in support of trade agreement terms regarding the establishment of a free trade area between Lebanon and Egypt".

Fahed proposed that the two chambers put forward recommendations to address the gaps in the existing trade agreement between the two countries in the text and practice, most notably:

- Setting up a mechanism to inform the Lebanese exporters of the technical specifications intended to be applied to Lebanese exports to Egypt, as well as the amendments to be made to these specifications.

- Non-discrimination between Lebanese goods exported to Egypt and similar Egyptian commodities in terms of application of technical specifications.
- To solve the multiple problems caused by the currently approved mechanism for control and inspection. The best solution is to inspect the goods in the exporting country by following internationally accepted standards.
- Assisting in stopping the dumping of some Egyptian commodities in the Lebanese market.
- Accelerate the transfer of funds to Lebanese exporters.

Fahed hoped that "investments in Lebanon will be among the priorities of the Egyptian brothers". Tourism between the two countries is also fundamental for the development of economic cooperation.

Thereafter, a lengthy discussion took place between the participants to the meeting that focused on the obstacles as well as exchange of ideas for making a qualitative shift in economic relations between the two countries.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Arab - Chinese Business Meeting at the Union of Arab Chambers to increase bilateral trade

The Federation of Arab Chambers of Commerce, Industry and Agriculture hosted a high-ranking Chinese business delegation from various economic sectors headed by Jiang Zingway, Chairman of China Council for the Promotion of International Trade. It is the highest-level business delegation to visit Lebanon with 20 top Chinese companies.

Nabil Fahed, Jiang Zingway

The meeting took place at the Adnan Kassar Building on 21 April 2017, in the presence of the President of the General Union of Arab Chambers, Nael Raja Al Kabariti, HE Minister Adnan Kassar, Honorary President of the Union of Arab Chambers, Dr. Nabil Fahed, Vice President of the Beirut and Mount Lebanon Chamber representing the Federation of Lebanese Chambers and a number of senior businessmen. Chinese Ambassador Wang Kejian also attended the meeting.

Al-Kabariti stated that in view of the economic difficulties experienced by the international community and the social changes taking place in the Arab region, the "economies of China and the Arab countries are experiencing a very delicate phase that requires concerted efforts and cooperation to overcome external threats and achieve common interests and mutual benefits for both Chinese and Arab parties and improve the lives of their people».

Kassar, stressed on the important role of Lebanon in the «One belt and One road» strategy launched by the President Xi Jinping, calling on the People's Republic of China to take advantage of Lebanon's strategic position and comparative advantages. "We are ready to cooperate with the Chinese delegations and enable them to play strategic role in contributing to the reconstruction of Syria and Iraq in cooperation with Arab companies,» he said.

Kejian, the Chinese Ambassador to Lebanon specified five important elements to promote Arab-Chinese cooperation. The first element is political, the second is economic, the third is financial, and the fourth is related to infrastructure, while the fifth element is related to culture, where historical ties between China and the Arab world are deeply rooted.

Fahed addressed the audience in the name of the Federation of Lebanese Chambers. He saluted the establishment of the Silk Road Business Council and its activation to achieve the desired objectives, pointing out "the importance of forming a homogeneous council representing the largest number of economic sectors that will benefit from the silk road investments," and hoping that Beirut would be the main hub for the various sectors of the Silk Road «in order to move towards Europe».

«We are proud to establish the Silk Road Business Council to promote economic and trade cooperation that will help us build an interactive strategy to increase investment opportunities, especially as Lebanon is preparing for implementing a number of major projects in the context of Syria's reconstruction, as well as for gas and oil extraction, and the development of infrastructure following the adoption of the law on public and private partnership. We should also be able to use the Tripoli special economic zone for the Silk Road investments in various economic sectors," said Fahed.

Zingway, Chairman of China

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Council for the Promotion of International Trade stated that China-Arab cooperation has achieved remarkable growth in recent years and proposed in this context "to strengthen cooperation between Arab and Chinese companies, improve the trade structure between China and the world, and this requires from the Arab side to diversify its sources to achieve strategic economic transformation". He called for deepening cooperation in various fields with great potential growth such as cooperation in the field of energy, technology, as well as in the field of infrastructure and logistics.

Signing agreements

The meeting concluded with the signing of two memorandums of understanding and cooperation on the establishment and support of the Silk Road Business Council between the Union of Arab Chambers and the China Council for the Promotion of International Trade as well as between the Federation of Lebanese Chambers and the China Council for the Promotion of International Trade.

Bilateral meetings took place between companies and businessmen from the Arab countries and the People's Republic of China.

A representative of CHINA MIX provided a brief overview of the Dragon City project and the role played by the company in the context of the consolidation of Arab-Chinese relations. The economic researcher of the Union of Arab Chambers, Chun Mei Jia, made a presentation on the «Economic belt and the Silk road».

LEBANON BUSINESS DIRECTORY
Your link between lebanese exporters and worldwide buyers
www.lebanonexportdirectory.com

Kindly update your visual communication materials
(company logo, branding, advertising pages in PDF format, interactive movie link)
Capacity shall not exceed 5MB

CCIA-BML T +961 1 353 190 Ext. 315 Fax. 286 call center 1314 LebanonExportDirectory@ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

Lebanon in Figures *in billion US$*

Ref.	Indicator	2013	2014	2015	2016
10	Growth	7.80%	4.80%	1.90%	1.90%
11	GDP (in constant Prices 2012)	48.08	50.05	49.30	51.78
12	GDP (in current prices)	47.60	50.00	50.90	51.80
		2015	Feb.2016	2016	Feb.2017
20	CPI (CPI-CER Feb.2017=0.03%)	-3.40%	-1.64%	3.14%	0.07%
21	M1=Currency in Circulation +Sight Deposits in LBP	6.00	5.79	6.73	6.54
22	M2=M1+Other Deposits in LBP	52.15	52.27	54.66	54.94
23	M3=M2+Deposits in Foreign Currencies +Other Financial Liabilities	123.62	123.45	132.75	133.79
24	M4=M3+Treasury Bills held by Non-Banking System	130.92	130.82	139.91	141.03
26	Banks Assets	186.00	186.52	204.24	204.87
27	Banks Deposits - Private Sector	151.53	151.37	162.44	163.81
28	Banks Loans - Private Sector	48.04	48.18	51.02	51.03
30	Balance of Payment	-3.35	-0.36	1.24	0.51
31	Current Account	-8.05	-1.51	*-4.90	-
32	Balance of Trade	-15.12	-2.46	-15.73	-2.79
33	Imports	18.07	2.87	18.71	3.25
34	Exports	2.95	0.41	2.98	0.46
		2013	2014	2015	2016**
40	Unemployment Rate (Est.)	-	-	-	20.00%
41	Employment Rate (Est.)	-	-	-	47.60%
42	Population (Est.)	-	-	-	4.28 Mn
43	Population 15 - 64 y.(Est.)	-	-	-	2.91 Mn
		2013	2014	2015	2016
51	State Budget Deficit	-4.22	-3.07	-3.95	-4.94
52	Budget Revenues	9.42	10.88	9.58	9.92
53	Budget Expenditures	13.64	13.95	13.53	14.86
54	Public Debt	63.47	66.57	70.31	70.86
55	Debt Service	3.79	4.19	4.46	4.76
56	Total Primary (Deficit)/ Surplus	-0.24	1.31	0.72	0.02

** Till Mars 2016 ** Estimates*

Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (11,12,20,40,41,42,43), Customs (32,33,34), IMF (10, 12),Ministry of Finance (51,52,53,55,56)

Key economic indicators prepared by the Center of Economic Research showed the following results:

• GDP

Economic growth rate achieved 1.9% in 2016, according to IMF estimates, and GDP at current prices was estimated at 51.8 billion USD, compared with a growth rate of 1.9% and total output of 50.9 billion USD in 2015.

• Consumer Price Index

Based on the Central Administration of Statistics, CPI increased 0.07 % in February 2017 compared to the end of 2016. The CPI had decreased by 1.64% in February 2016 compared to the end of 2015.

• Balance of Payments

In the first 2 months of 2017, the surplus of balance of payments reached 508.5 million USD compared to a deficit of only 356.3 million USD in the same period of 2016.This is due financial engineering carried out by the Central Bank of Lebanon

• Trade Balance

The trade deficit reached 2.79 billion USD in the first 2 months of 2017, compared to 2.46 billion USD during the same period of 2016. Exports increased by 12.2 % in the first 2 months of 2017 compared to the same period of 2016, while imports increased by 13.2 %. This led to an increase of 13.4 % in the deficit of trade balance.

• Public Finance

At the end of 2016, public expenditures increased by 9.9 % compared to the end of 2015, while revenues increased by 3.6%. Hence, the budget deficit rose by 25.1 %. Primary deficit reached 20.6 million USD at the end of 2016, from 724 million USD in the end of 2015. This was caused by the increase of debt service by 6.9 % and public revenues by 3.6%, in addition to the increase of public expenditures by 9.9 %. Repayments of foreign debt principal decreased by 8.9 %.

Total Primary Deficit/Surplus = Budget Revenues – (Budget Expenditures – Debt Service – Foreign debt principal repayments)

0.02 $ billion = 9.92$ billion – (14.86 $ billion – 4.76 $ billion – 0.20 $ billion)

• Public Debt

Public debt increased from 70.31 billion USD at the end of 2015 to 74.86 billion USD at the end of 2016 , an increase of 6.5 % over one year.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Trade between Lebanon and Saudi Arabia

- Total trade exchange between Lebanon and Saudi Arabia was equal to 638 million USD in 2016. Whereas the Lebanese trade balance with Saudi Arabia has been negative (deficit) since 1993. The trade deficit reached a record high value of 300.7 million USD in 2004.

- Saudi Arabia ranked 2th amongst destination of Lebanese exports in 2016, and Lebanese exports to Saudi Arabia formed 9% of total Lebanese exports.

- Saudi Arabia ranked 16th amongst sources of Lebanese imports in 2016, and imports from Saudi Arabia accounted for 2% of total Lebanese imports.

- Major exports to Saudi Arabia in 2016 included Machinery (10%), Preparations of vegetables, fruits, nuts (8%), Cocoa and cocoa preparations (6%), Furniture (6%), and Plastics and articles thereof (6%).

- Main Saudi Arabian imports were Plastics and articles thereof (36%), Preparations of cereals, flour, starch or milk (8%), Pharmaceutical products (7%), fuel derivatives (6%), and Animal or vegetable fats and oils (4%).

Trade Exchange between Lebanon & Saudi Arabia (in million U.S.$)

	EXPORTS	%	IMPORTS	%	TRADE BALANCE
1993	60.5	13.4%	69.4	1.4%	-8.9
1994	87.2	15.2%	83.7	1.4%	3.5
1995	91.3	11.1%	126.0	1.7%	-34.7
1996	138.7	13.6%	112.4	1.5%	26.3
1997	96.9	15.1%	122.7	1.6%	-25.8
1998	87.0	12.2%	122.6	1.7%	-35.6
1999	70.9	10.5%	102.6	1.7%	-31.7
2000	77.7	10.9%	165.0	2.6%	-87.3
2001	85.4	9.6%	259.5	3.6%	-174.1
2002	96.0	9.2%	138.9	2.2%	-42.9
2003	104.3	6.8%	219.6	3.1%	-115.3
2004	112.8	6.5%	413.5	4.4%	-300.7
2005	139.8	7.4%	329.0	3.5%	-189.2
2006	146.2	6.4%	296.4	3.2%	-150.2
2007	187.3	6.7%	282.4	2.4%	-95.1
2008	208.9	6.0%	289.9	1.8%	-81.0
2009	242.8	7.0%	309.9	1.9%	-67.1
2010	245.9	5.8%	406.6	2.3%	-160.7
2011	307.9	7.2%	531.6	2.6%	-223.7
2012	358.9	8.0%	423.6	2.0%	-64.7
2013	324.1	8.2%	401.8	1.9%	-77.7
2014	377.5	11.4%	415.4	2.0%	-37.9
2015	356.5	12.1%	380.0	2.1%	-23.5
2016	266.7	9.1%	371.3	2.0%	-104.6
2017*	33.1	7.3%	50.6	1.6%	-17.5

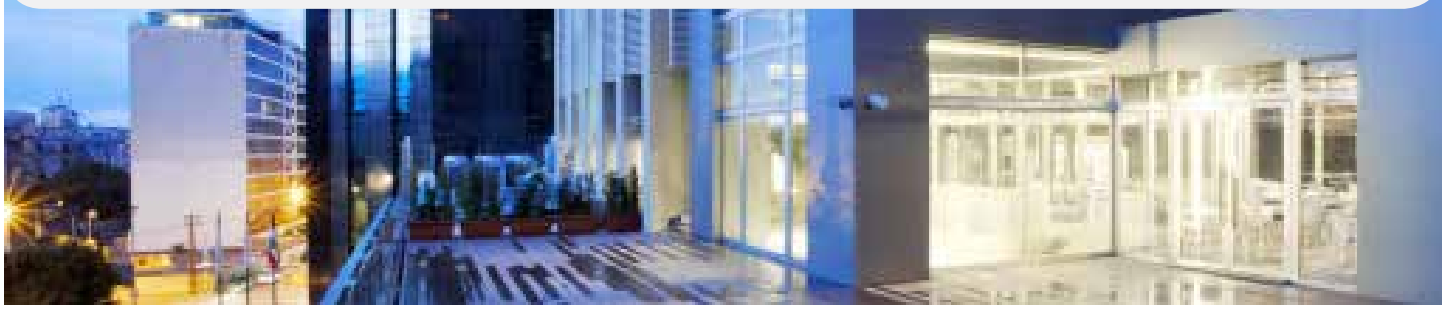
** First 2 months*

HS	Main Lebanese Exports to Saudi Arabia IN 2016	Thousand $	(%)
84	Machinery	26,117	10%
20	Preparations of vegetables, fruit, nuts	22,313	8%
18	Cocoa and cocoa preparations	15,975	6%
94	Furniture	15,692	6%
39	Plastics and articles thereof	15,171	6%
96	Miscellaneous manufactured articles	15,090	6%
33	Perfumery, cosmetic or toilet preparations	13,988	5%
71	Jewelery	12,238	5%
85	Electrical machinery	10,566	4%
48	Paper and paperboard	9,989	4%
_	Other	109,523	40%
	Total	266,662	100%

HS	Main Lebanese Imports from Saudi Arabia IN 2016	Thousand $	(%)
39	Plastics and articles thereof	135,248	36%
19	Preparations of cereals, flour, starch or milk	27,857	8%
30	Pharmaceutical products	25,898	7%
27	Mineral fuels & products of their distillation	23,635	6%
15	Animal or vegetable fats and oils	16,371	4%
34	Soap & washing preparations	15,288	4%
48	Paper and paperboard	13,226	4%
4	Dairy produce, eggs, & natural honey	13,018	4%
33	Perfumery, cosmetic or toilet preparations	12,924	3%
22	Beverages, spirits and vinegar	12,324	3%
96	Miscellaneous manufactured articles	10,306	3%
	Other	65,186	18%
	Total	371,281	100%

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان



The Lebanese Training Center (LTC) at the Chamber of Commerce, Industry & Agriculture of Beirut & Mount Lebanon is proud to announce the upcoming training:

Presentation Skills Enhancement

Trainer:
Mr. Raed Mohsen
Ph.D. Communication Consultant, Professor of Communication Arts at Lebanese American University

Date:
May 19, 2017
Time:
1:00 P.M - 6:00 P.M

Cost:
175$ All tax included

Outline:
The purpose of the workshop is to provide presentation skills to induviduals whose job responsabilities include speaking to small or large groups. At the end of the workshop, participants must feel more confortable and confident to develop and deliver effective presentations: Introduction, purpose of the presentation, analyzing the audience, developing the presentation, developing & using visual aids, delivery style (voice, body language, etc...). Using facilitation skills (group processing / react to unexpected situations / handling questions) and delivery practice.

Adobe InDesign

Trainer:
Tony Moussallem
Adobe Certifies Instructor

Date:
May 22, 24 & 26, 2017
Time:
4:00 P.M - 8:00 P.M

Cost:
225$ All Tax Included

Outline:
How (and why) to create basic pages, containers, and templates; how to work with specific elements (such as text and graphics); how to use special effects and deal with pre-press issues (such as output control, image manipulation, trapping, and printing); and finally how to use InDesign's non-print capabilities such as hyperlinks, button-based actions, media-file playback, and animation creation for use in exported web pages, interactive PDF files, and interactive Flash presentations.

Target:
Professionals in marketing, communication and publishing industry looking to create beautiful and effective page layouts for books, magazines, newsletters, reports and other publications. This training does not require any previous design experience.

- *The LTC offers o 15% discount for the Chamber members*
- *Attendance Certificates signed by the Chamber will be delivered to participants*
- *Free access to parking*

For more information/registration
T +961 01 353 190
Call Center 1314 Ext 15

training@ccib.org.lb
ltc@ccib.org.lb
www.ccib.org.lb

Download Registration Form
Apply Online

TASDIER

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Portal for International Export Requirements

TASDIER helps exporters to know more about market requirements'

Visit TASDIER portal to get updated about the latest market norms and standards and technical requirements for export.

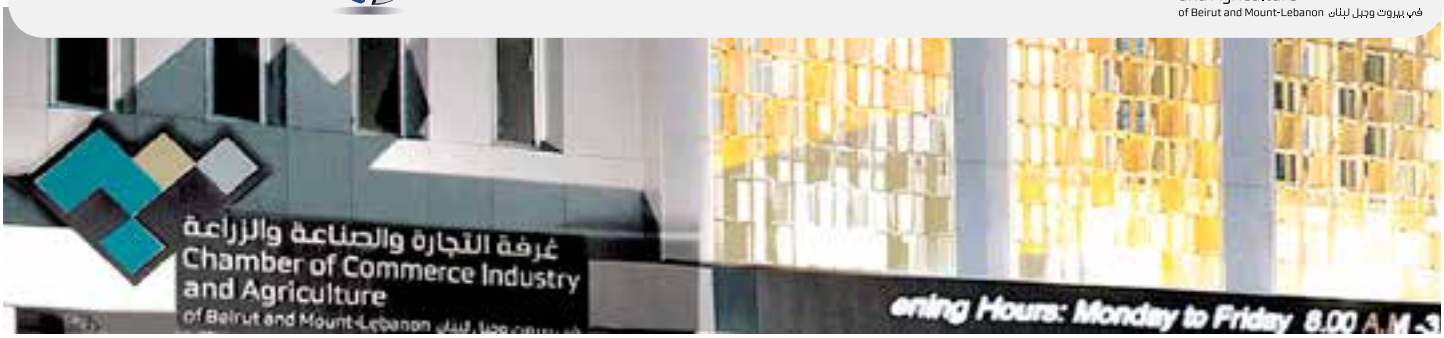
www.cci-fed.org.lb/English/TASDIER

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | **email:** fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

This Website is made possible by the support of the American people through the United States Agency for International Development (USAID).
The content of this website is the sole responsibility of the Federation of the Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon and does not necessarily reflect the views of USAID or the United States Government.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان



The Lebanese Training Center (LTC) at the Chamber of Commerce, Industry & Agriculture of Beirut & Mount Lebanon is proud to announce the upcoming training:

Efficient & Effective Procurement Technique

Trainer:
Mrs. Viviane Nakhle
MBA, Senior Management Expert & Trainer

Date:
May 24, 2017
Time:
9:00 A.M - 3:00 P.M

Cost:
230$ All tax included

Outline:
Acquire a knowledge of procurement terminology; Procurement scope, function and principles; Potential contribution of procurement to the formation of business & functional strategy of the firm; Design procurement workflow process; Assess external and internal environmental forces and their impact on procurement; Risk assessment; Managing efficiently the procurement process along side supplier relationships.

Target:
Junior & mid-level staff working in supply, purchase and procurement departments.

English Communication Skills for Engineers

Trainer:
Dr. Najwa Jreidini
Professor at AUB and USJ

Date:
May 24, 29 & 30, 2017
Time:
5:00 P.M - 8:00 P.M

Cost:
230$ All tax included

Outline:
The course gives an overview of communication skills in an international engineering context. It introduces the process of writing emails and routine messages. It also offers guidance on making oral presentations and writing technical reports and proposals. The course provides special emphasis on the use of standard english in speaking and writing.

Target:
Engineers seeking to improve their day-to-day professional english within the engineering terminology and context.

Financial Statement Analysis

Trainer:
Mr. George Assilian
CPA, Financial advisor and Audit

Date:
May 30, June 1 & 2, 2017
Time:
5:00 P.M - 8:00 P.M

Cost:
350$ All tax included

Outline:
To familiarize participants with the key methods used to evaluate the financial standing of an entity by carrying out a diagnostic review of the key elements of a set of financial statements. The seminar is accompanied with a number of case studies and will identify the major components of the credit risk evaluation process & if the entity is undergoing any financial distress.

Target:
Participants with accounting background who need to interpret information included in financial statements and to make to informed business decisions. It is also suitable for banks specialists, credit & financial analysts & employees of credit departments in commercial banks and multinationals.

- *The LTC offers o 15% discount for the Chamber members*
- *Attendance Certificates signed by the Chamber will be delivered to participants*
- *Free access to parking*

For more information/registration
T +961 01 353 190
Call Center 1314 Ext 15

training@ccib.org.lb
ltc@ccib.org.lb
www.ccib.org.lb

Download Registration Form
Apply Online

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

BUSINESS OPPORTUNITIES

Company: VIVEROS ADAM
Activity: Production of Mediterraneans Plants
Location: Spain
Phone: 0034 667 558 734
Email: info@viverosadam.com
Website: www.viverosadam.com

Company: GRUPO ZEMPER
Activity: Olive Oil
Location: Spain
Phone: 0034902237837
Email: jmds@cervera.com
Website: www.EncomiendaDeCervera.com

Company: PROAGO LTD.
Activity: Real Estate
Location: Greece
Phone: 00302106664063
Email: info@proago.gr
Website: www.proago.gr

Company: V-LOFTS
Activity: Real Estate
Location: Greece
Fax: 00306974999683
Email: hkotsibos@gmail.com

Company: OTHISI
Activity: Agricultural Machinery
Location: Greece
Email: info@othisi.net
Website: www.anastasiou-machines.gr

Company: ROOTS SPIRITS
Activity: Alcoholic Drinks
Location: Greece
Phone: 00302107211246
Fax: 00302110122403
Email: daniel@finestroots.com
Website: www.finestroots.com

Company: SANDRA SA
Activity: Handmade Ornaments
Location: Greece
Phone: 00302109408980
Email: katrina.marara@sophia.com.gr
Website: www.sophia.com.gr
Company: Elmar Crete SA
Activity: Olive Oil
Location: Greece
Phone: 00302310755173
Email: pant.exporters@elmarcrete.gr

Company: FAIMON INVESTMENT CO. LTD
Activity: Event Organizers
Location: Sudan
Email: faimoninvest_invest@hotmail.com
Website: www.faimontinvest.com

Company: JIANGSU PENGFEI GROUP CO., LTD.
Activity: Engineering & Consulting for Infrastructure Companies
Location: China
Phone: 0086051388758898
Fax: 0086051388755315
Email: pf@pengfei.com.cn
Website: www.pengfei.com.cn

Company: CHINA NON-FERROUS METAL INDUSTRY'S FOREIGN ENGINEERING AND CONSTRUCTION CO., LTD.
Activity: Non-ferrous Metal
Location: China
Phone: 008601084427755
Fax: 008601084427777
Email: wujiang@nfc-china.com
Website: www.nfc.com.cn

Company: PLANT BELIT
Activity: Household electric appliances, radio-electronic equipment, rags cleaning, metalwork, soldering products, needle punched nonwoven linen
Location: Belarus
Phone: 00375 2155 42038
00375 29 3445286
Email: chizhevski@belit.by
sekretar@belit.by
Website: www.belit.by

Company: LLK-NAFTAN
Activity: Additives for lubricating oils: succinimides, dithiophosphates, sulfonates, phenolates, packages of additives and alkyl phenols
Location: Belarus
Phone: 00375 214 59 45 13
Fax: 00375 214 59 81 62
Email: office@llk-naftan.by
Website: www.llk-naftan.by

Company: ORSHA LINEN MILL
Activity: Apparel fabrics, including sack fabric and fabric for packing, strand for packing, yarn for carpet weaving, textile technical material
Location: Belarus
Phone: 00375 216 53 16
51/532138
Fax: 00375 216 53 01 77
Email: linenexport@mail.ru,
linenexport@tut.by
Website: www.linenmill.by

Directeur responsable: Rabih Sabra
Conseiller économique: Roger Khayat
Rédacteurs: Bachir El Khoury, Marilyne Jallad.
Coordinateurs: Irene Habib Ballouz, Roula Itani Younes,
Maquette: Rita Roukoz Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14

ECONEWS est disponible sur:
www.ccib.org.lb

SANAYEH HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

CONFERENCE EXHIBITIONS

Company: JSC "POSTAVYMEBEL
Activity: School furniture and equipment, household furniture·solid wood, upholstered furniture and blockhouses from rounded log)
Location: Belarus
Phone: 00375 2155 42886
00375 2155 41285
Fax: 00375 2155 41371
Email: postavymebel@yandex.ru
sbitpm@yandex.ru
Website: www.postavymebel.by

Company: CJSC "MEDICAL ENTERPRISE SIMURG"
Activity: Medical Products
Location: Belarus
Telefax: 00375 212 55 32 33 / +375 212 55 87 43
Email: market@simurg.by/ tech@simurg.by/ info@simurg.by, export@simurg.by
Website: http://en.simurg·mp.com

Company: OJSC "VITEBSK PLANT OF SPARE PARTS"
Activity: Agriculture Machinery Spare Parts
Location: Belarus
Telefax: 00375 212 345983, 00375 29 197·77·96, 00375 212 34·33·45
Email: vtzch@ya.by, traktreserv@tut.by,
Website: www.vztzch.by

Company: VOROPAEVSKI DOK
Activity: Furniture of laminated chipboard, MDF, solid wood, upholstered furniture and mattresses
Location: Belarus
Phone: 00375 2155 23325
00375 2155 23335
Fax: 00375 2155 23328
Email: voropaevdok@mail.ru
voropaevdok@mebel.by
Website: www.voropaevdok.by

ST. PETERSBURG INTERNATIONAL ECONOMIC FORUM-SPIEF
Scope: Economic
Date: 01 – 03 June 2017
Location: Russia
Website: www.forumspb.com/en/2017

THE MEDITERRANEAN LOGISTICS AND TRANSPORT SUMMIT 2017
Scope: Logistics and Transport
Date: 06 – 07 June 2017
Location: Barcelona
Venue: Fira de Barcelona (Montjuic – Plaza España)
Website: http://www.silbcn.com/en/actos_jornadas/forum_mediterraneo.php

INTERNAL AUDIT FOR BOARD AND AUDIT COMMITTEE
Scope: Audit
Date: 08 – 09 June 2017
Location: Singapore
Phone: 006568259575
Email: info@corp-masterclass.com

INTERNAL FRAUD CONTROL STRATEGIES
Scope: Fraud
Date: 08 · 09 June 2017
Location: Singapore
Phone: 006568259599
Email: registration@trainingculture.info

PROSPECTS FOR MIDDLE EAST AND AFRICA
Scope: Ministerial Conference on the Mediterranean and the Silk Road
Date: 05 – 08 July 2017
Location: Barcelona · Spain
Email: info@montana30.org
Website: www.cmf.ch

A HUGE POTENTIAL: CHINA, CENTRAL ASIA AND MIDDLE EAST
Scope: International Conference on Africa and the Silk Road
Date: 05 – 08 July 2017
Location: Barcelona · Spain
Email: info@montana30.org
Website: www.cmf.ch

THE INTERNATIONAL CONFERENCE & EXHIBITION: REBUILD SYRIA & IRAQ 2017
Scope: Global
Date: 31 July · 03 August 2017
Location: Amman · Jordan
Email: glibalexpo@orange.jo
Website: www.jordanbuild.net

4TH CHINA HOMELIFE TURKEY FAIR
Industry: Chinese Products
Location: Istanbul · Turkey
Venue: Istanbul Expo Center
Date: 01·03 June 2017
Phone: 00905314063839

10TH ICT SPECIALIZED TRADE FAIR
Industry: Information Technology
Location: Adids Ababa
Date: 01·05 June 2017
Phone: 00251115518240 / 5514005
Email: etchamb@ethionet.et
Website: www.ethiopianchamber.com

BELAGRO 2017: BELARUSIAN AGRO INDUSTRIAL WEEK
Industry: Agro Industrial Machinery
Location: Belarus
Date: 06·10 June 2017
Email: m.expo@belexpo.by
Website: www.belexpo.by

EID EXPO EXHIBITION
Industry: Halal Food
Location: Adids Ababa
Date: 10·25 June 2017
Phone: 00251115518240 / 5514005
Email: etchamb@ethionet.et
Website: www.ethiopianchamber.com

2ND MANUFACTURING & TECHNOLOGY TRADE FAIR
Industry: Technology
Location: Adids Ababa
Date: 29 June – 03 July 2017
Phone: 00251115518240 / 5514005
Email: etchamb@ethionet.et
Website: www.ethiopianchamber.com

TEXTILE INDIA 2017
Industry: Textile
Location: India
Date: 30 June – 02 July 2017
Email: Com.beirut@mea.gov.in

INNOPROM.METALWORKING
Scope: Metal
Date: 10 – 13 July 2017
Location: Russia
Website: http://metalworking-expo.com/en/

Private Sector Lobbying

Training adapted to your needs

Networking and Business Opportunities

Arbitration and Mediation for Business Conflicts

Export Support and Economic Info

ATA and TIR carnets to facilitate your trade

Become a member and benefit from our services

www.ccib.org.lb

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان